



1871
FEDERES
COMMUNARDS
et de militants
de la
I^{re} Internationale

n° 398

Faire détruire immédiatement
toute maison des fauchés de la garde
ou aura été sur la garde Nationale,
et passer par les armes tous les
habitants, s'ils se livrent et assistent
aux mêmes les auteurs de ce crime ..

4 prairial an 79 (24 mai, 9^e soir)

à la Commission de la Sureté

Imprimerie Nationale - mai 1871

KJMH
BAK
199



K 199

6.

Lettres de communards

et de

**militants de la I^{re} Internationale
à Marx, Engels et autres**

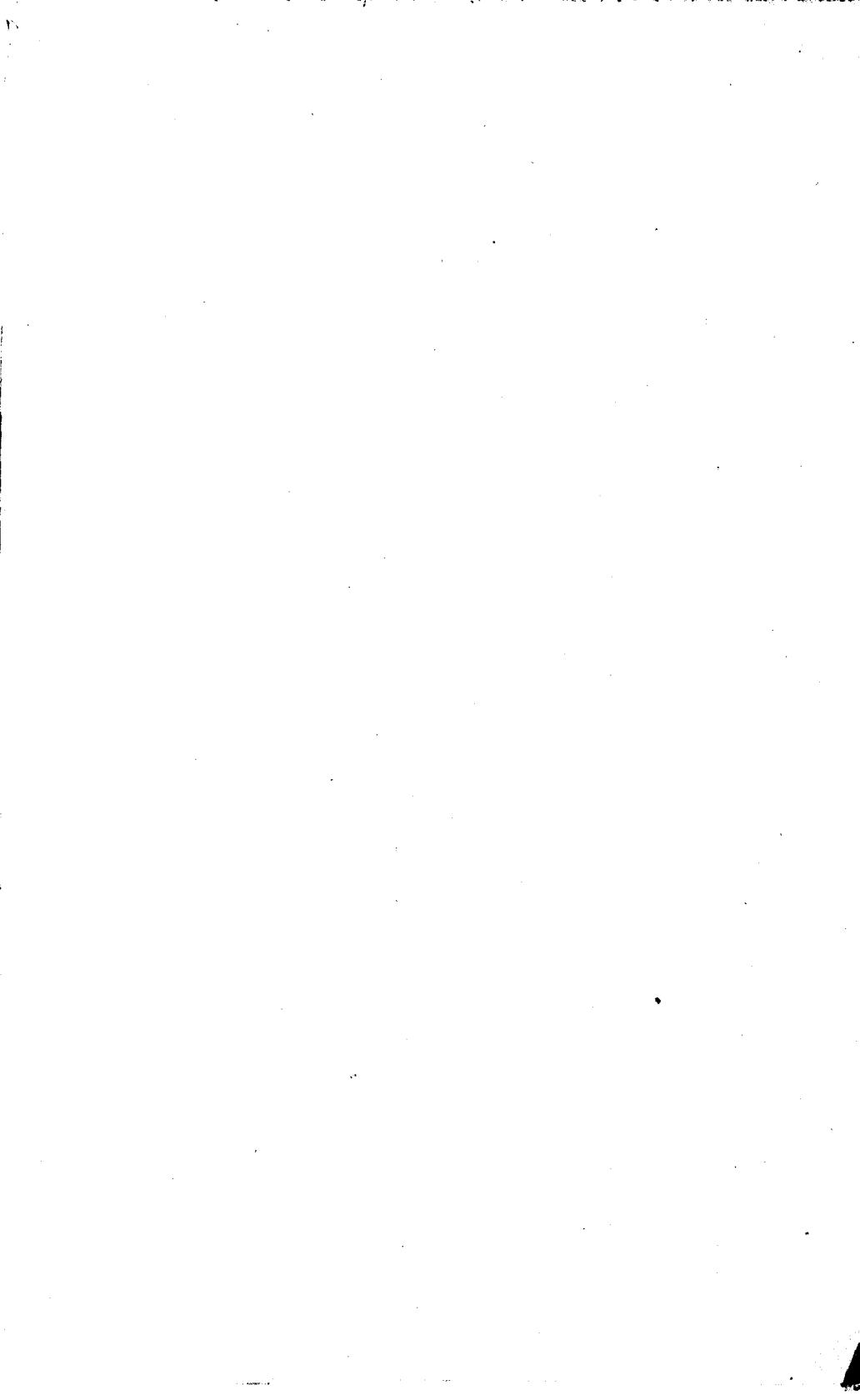
**dans les journées de la Commune
de Paris en 1871**

Présenté et rédigé par
JULES ROCHER



1934

BUREAU D'ÉDITIONS, PARIS



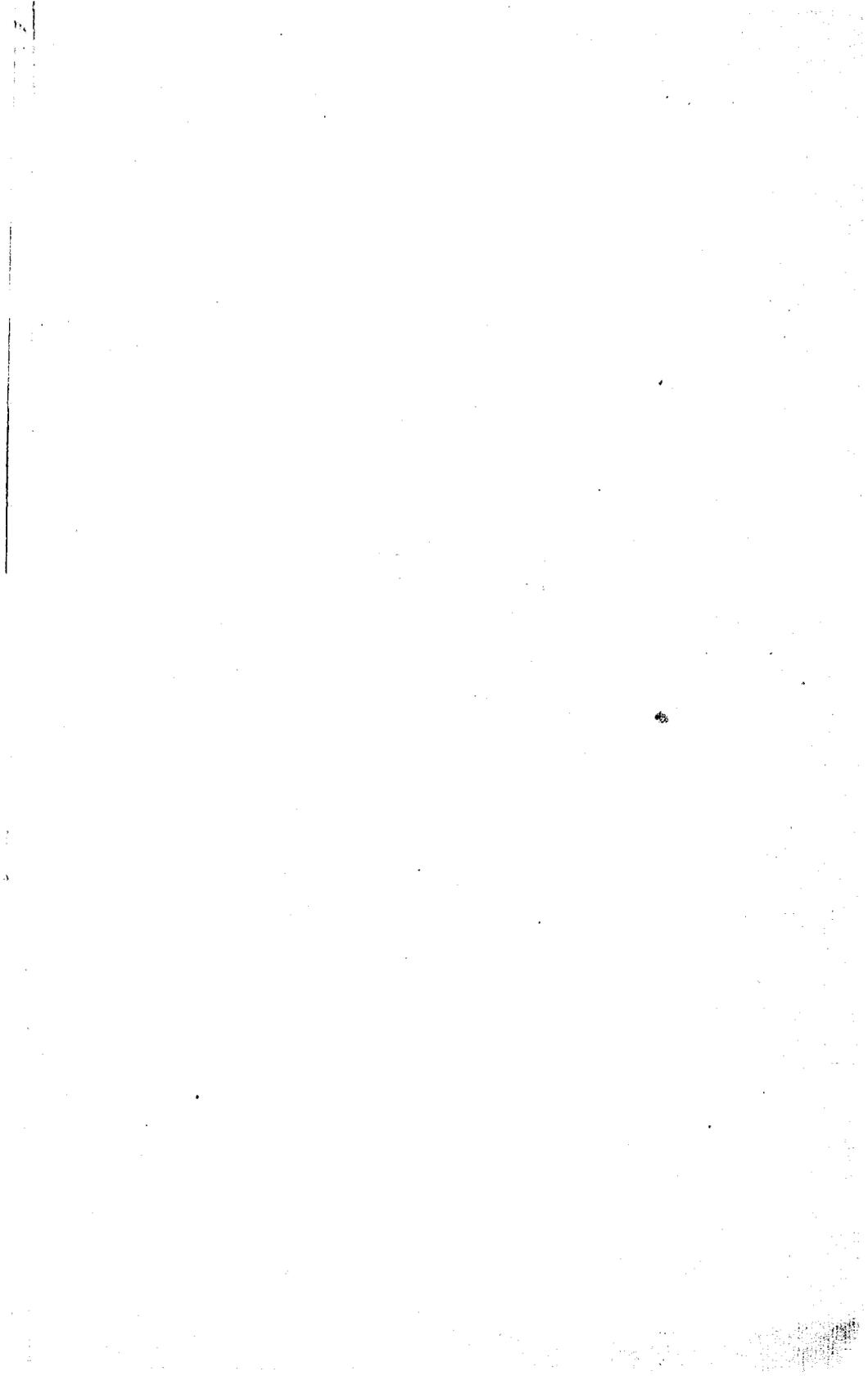
NOTE DE LA RÉDACTION

Ce recueil *Lettres de communards et de militants de la I^{re} Internationale à Marx, Engels et autres* contient des lettres de Lafargue, de Frankel, de Serrailhier, d'Outine, etc., au total 26 lettres. En outre, on trouve dans l'appendice 3 lettres : de Reinhardt, Oswald et Müller à Marx qui, par leur contenu, se rapportent aux principales lettres du recueil. La correspondance date de 1871 et, sauf deux lettres de Jenny Marx, elle est publiée pour la première fois. Les textes originaux ou leurs fac-similés se trouvent aux archives de l'Institut Marx-Engels-Lénine.

La plupart des lettres sont écrites de France en français. Nous avons respecté scrupuleusement les textes originaux, ce qui fait que, notamment dans les lettres de Serrailhier à sa femme, quelques expressions peuvent, au point de vue du style, paraître incorrectes pour le lecteur d'aujourd'hui.

Les originaux des autres lettres sont en anglais (n^{os} 4, 9 et 19) et en allemand (n^{os} 7, 10, 15, 18, 20, 24 et les trois lettres de l'appendice).

Ces lettres sont un précieux complément à l'étude du rôle de la I^{re} Internationale pendant la Commune et mettent particulièrement en lumière le rôle de Marx en tant que véritable chef et organisateur de l'Internationale, en tant que participant à la lutte des communards parisiens.



PRÉFACE

Ce recueil inédit de lettres de militants de la I^e Internationale, artisans et contemporains de la Commune de Paris, met en lumière un des chapitres les plus importants de l'histoire du prolétariat international au XIX^e siècle.

I

Notre recueil s'ouvre par la lettre de Paul Lafargue à Marx, en date du 9 février 1870. Lafargue, le vulgarisateur énergique et de talent des idées de Marx en France, y brosse un tableau éclatant des élections à l'Assemblée nationale et prédit exactement que dans cette Assemblée domineront les « ruraux ». Lafargue raille finement les républicains bourgeois, ces chevaliers de la phrase qui « tous ont la colique » devant les événements menaçants.

Mais Lafargue n'est pas exempt, dans ces lettres, de certaines erreurs politiques. Ainsi, il écrit que les révolutionnaires préfèrent les ducs d'Orléans aux Jules Favre et aux républicains bleus. Cette affirmation de Lafargue ne résiste certes pas à la moindre critique. Dans la deuxième adresse du Conseil général de l'Internationale (1), Marx, saluant la proclamation de la République en France, s'attache à démontrer que le sort de la République dépend de « la force et de la sagesse » des ouvriers français. Marx dit que le prolétariat doit profiter

(1) 9 septembre 1870.

des libertés bourgeoises républicaines « pour asseoir plus solidement l'organisation de sa propre classe ».

Mais si Lafargue se trompait dans la question de savoir ce qui est préférable pour les révolutionnaires de la monarchie ou de la République, — il estimait avec Marx que les prolétaires ont le devoir de « s'organiser et de se préparer sérieusement à la révolution imminente, qui ne tardera pas ». Comme on le sait, le prolétariat de France n'eut pas le temps de s'organiser et, le 18 mars 1871, il levait le drapeau de l'insurrection ouvrière sans avoir formé un parti prolétarien à lui.

A propos de la question du parti, il est curieux de noter l'opinion de Jenny Marx exprimée dans une de ses lettres à Kugelmann. Elle écrit que « l'irrésolution et les actes contradictoires — tous ces maux inévitables dans ce mouvement si hardi et si jeune, eussent été certainement surmontés par le noyau de ces braves ouvriers conscients et pleins d'abnégation ». Il est hors de doute que Paul Lafargue aussi bien que Jenny Marx ne font que reprendre la pensée de Marx qui soulignait avec force que l'organisation d'un parti prolétarien en France était une condition indispensable de la révolution prolétarienne victorieuse.

II

Mais il n'y a pas que le prolétariat français, le prolétariat des autres pays n'avait pas non plus, à cette époque, de parti communiste de masse. Dans les principaux pays d'Europe et aux Etats-Unis d'Amérique, il n'existait que des détachements d'avant-garde relativement faibles du prolétariat, partisans de la I^{re} Internationale dont Marx et Engels étaient les guides idéologiques et pratiques. Seule la I^{re} Internationale pouvait assumer la direction idéologique des batailles qui se déroulèrent au printemps de 1871, à Paris. On conçoit donc aisément que Dupont, délégué de la section française à la I^{re} Internationale, ait écrit à Engels le 21 mars 1871 que « le moment est venu où le Conseil devrait intervenir » (voir la lettre 2).

On connaît la pensée d'Engels que « la Commune fut... certainement, au point de vue idéologique, l'enfant de l'In-

ternationale, bien que cette dernière n'ait rien fait pour la créer » (voir la lettre d'Engels à Sorge, du 12-17 septembre 1874).

La proposition de Dupont d' « intervenir » signifiait avant tout donner à la Commune un programme clair d'action révolutionnaire. Ce programme d'action était d'autant plus nécessaire que « la Commune n'était pas comprise de ceux qui la créaient, ses artisans se guidaient sur l'instinct génial des masses réveillées, et aucune des fractions des socialistes français ne se rendait compte de ce qu'elle faisait ». (Lénine, Œuvres complètes, t. XXII.)

L'une des preuves que la Commune était incomprise de ses propres artisans, ce sont les lettres de Serrailier à sa femme. Ces lettres étalent un optimisme peu fondé et une quiétude petite-bourgeoise qui montrent que Serrailier ne comprend pas la lutte de classe aiguë qui se déroulait sous ses yeux entre la Commune et Versailles et dans Paris même. Il suffit de signaler l'opinion de Serrailier sur la bourgeoisie qui aurait été « le plus solide rempart de la Commune », ainsi que ces autres raisonnements très superficiels et inexacts que « Paris mène la lutte sans compter sur l'aide de la province ». Contrairement à Serrailier, Tomanovsky dit justement que la Commune n'a pas adressé en temps utile un manifeste aux paysans et « qu'il faut agiter à tout prix la province, qu'elle vienne à notre secours ». Mais Tomanovsky non plus ne se rendait pas compte des événements dont elle était témoin, posant en fataliste la question de la victoire sur Versailles qu'elle faisait dépendre « de la chance » (voir la lettre 16).

Serrailier ne saisit pas les méthodes raffinées de la lutte de classe dont faisait usage la bourgeoisie. Il n'a pas vu le sabotage et les actes de diversion des ennemis avérés de la Commune sur les chemins de fer, dans les banques, le service postal. Serrailier n'a pas saisi les ressorts de la monstrueuse campagne de mensonges et de calomnies que soulevèrent les écrivassiers vénaux du monde capitaliste contre la Commune, la I^{re} Internationale et contre Marx. Serrailier lui-même fut calomnié pour empêcher encore un membre de l'Internationale d'exercer les fonctions de maire dans un des arrondissements de Paris. Mais il considère cette attaque comme une affaire personnelle, sans se rendre compte que c'est là une

manœuvre de l'ennemi de classe, de cette même bourgeoisie que Serrailier considérait comme le « soutien » de la Commune.

En même temps, les observations de Serrailier relatives à l'action gouvernementale des membres de la Commune sont d'un extrême intérêt. Comme on le sait, la bourgeoisie et, avec elle, les opportunistes de tous les pays proclamaient toujours que la classe ouvrière ne savait que détruire et non construire, qu'elle n'arriverait jamais à faire fonctionner la machine compliquée de l'Etat. Mais les communards de Paris ont su non seulement commencer la destruction de la vieille machine bourgeoise de l'Etat, mais ont abordé l'édification d'un nouvel appareil d'Etat prolétarien. Comme on le sait, Lénine soulignait que « le fond essentiel de la Commune de Paris résidait dans la destruction de la vieille machine bureaucratique et militaire d'Etat de la bourgeoisie et dans la création d'un « type spécial d'Etat ». Serrailier fait remarquer que l'appareil administratif créé par la Commune fonctionne on ne peut mieux. C'est à croire, dit-il, « que nos amis y ont été dressés ». Dans une autre lettre, parlant des fonctions administratives réparties entre les différents membres de la Commune, Serrailier écrit : « Le plus étonnant c'est que tous sont en fonctions comme si c'était la chose la plus naturelle du monde. » (Lettre 6.)

III

Un seul homme a su pénétrer le « mystère de la Commune » et comprendre nettement sa voie révolutionnaire et ses tâches. Ce fut Karl Marx. Le Conseil général de la I^{re} Internationale et son chef génial vinrent en aide à la Commune par tous les moyens dont ils disposaient. C'est sur mandat de Marx que Serrailier, à la fin de mars, quitte Londres pour Paris muni des « pleins pouvoirs du Conseil général » (voir la lettre 3). Presque en même temps que Serrailier, se rendait à Paris, par des voies détournées (par la Suisse), Elisabeth Tomanovsky, membre de la section russe de la I^{re} Internationale et, à l'époque, ardente disciple de Marx, qu'elle soutint activement dans sa lutte contre Bakounine.

Une fois à Paris, Serrailier aussi bien que Tomanov-

sky se mirent avec ardeur au travail, mais ni l'un ni l'autre ne purent donner l'essentiel, le principal, à savoir : une juste direction politique. « Les hommes ne manquent pas, disait à Paul Lafargue le blanquiste Vaillant, — ce sont les chefs qui font défaut » (voir la lettre 11). De là la demande adressée à Marx par Lafargue : « Engels ne pourrait-il pas venir mettre ses talents au service de la révolution ? » (voir la lettre 11). De là aussi l'instance prière de Serrailier de faire venir coûte que coûte Dupont (voir la lettre 13). C'est ce qui explique aussi les reproches injustifiés de Tomanovsky à l'adresse de Jung : « Comment se peut-il que vous restiez là à ne rien faire, quand Paris va périr à cause de cela ? » (lettre 16).

Marx et Engels, sans quitter leur poste de chefs et de dirigeants de la I^{re} Internationale, dont l'état-major était à Londres, recevaient les informations les plus sûres, et souvent, accessibles à eux seuls, sur la situation à Paris, ils suivaient attentivement les hostilités entre les Versaillais et les communards, comme « si les opérations avaient lieu aux portes de Londres ». (Lénine). Dépassant ses contemporains de toute une tête, Marx prévoyait génialement le cours des événements historiques et guidait l'Internationale d'une main ferme. C'est pourquoi les artisans et les contemporains de la Commune s'adressent justement à Marx, lui envoient des centaines de lettres pour lui demander conseil, indications, aide. On sait qu'aux jours de la Commune, Marx a montré, en dépit de la maladie, une ardeur surhumaine au travail. Il joua le rôle de guide idéologique et pratique de la révolution parisienne. Dans sa lettre du 13 mai 1871 à Frankel et à Varlin, Marx écrit : « J'ai envoyé plusieurs centaines de lettres sur notre cause dans tous les coins du monde où existent nos organisations ». Marx a également adressé aux communards bon nombre d'indications écrites et orales transmises par des hommes de confiance.

Marx était en correspondance très animée avec les militants de la Commune et surtout avec Frankel, comme l'attestent les lettres de celui-ci (30 mars et 25 avril 1871). Léo Frankel fut un vrai révolutionnaire, comprenant très bien que son élection à la Commune — l'élection d'un Hongrois — était un acte d'une portée internationale. Frankel et des centaines d'autres prolétaires et révolutionnaires étrangers, comme Dom-

browski, Tomanovsky et d'autres — furent des internationalistes et combattirent aux côtés des ouvriers français pour la cause du prolétariat international.

Le 30 mars, Frankel écrivait à Marx qu'il faut atteindre au but à tout prix, c'est-à-dire « jeter les fondations de la République sociale ». Il lui écrit à ce sujet : « Votre avis sur les réformes sociales à appliquer sera extrêmement précieux pour notre commission ». Dans sa lettre du 25 avril, Frankel écrit à Marx : « Je serais bien heureux si vous vouliez d'une façon ou de l'autre m'assister de vos conseils, car je suis pour ainsi dire seul, seul responsable pour toutes les réformes que je me propose d'introduire dans le ministère des Travaux publics ». D'autre part, Serrailhier demande à Marx de rédiger un projet de décret sur les hypothèques, qu'il se faisait fort de faire adopter par la Commune de Paris avec le concours de Frankel. Le vieux révolutionnaire allemand Schily engage Marx à venir à Paris, ce qui, comme le dit Reinhardt, « serait merveilleux ». Tout cela prouve l'immense popularité, l'amour et la sympathie dont jouissait Marx parmi les communards.

Mais si dans le camp de la classe ouvrière de Paris le nom de Marx, comme véritable chef de l'Internationale, était unanimement vénéré, par contre, dans le camp des agrariens et des bourgeois de Versailles, il suscitait une haine féroce et, comme dit Reinhardt, les « emplissait de frayeur ». Versailles coupa Paris du reste du monde et « les beaux yeux de Thiers », comme dit Tomanovsky, jetaient des regards indiscrets dans les lettres adressées à Marx et à Engels, et à d'autres membres de la I^{re} Internationale. Il faut croire que de nombreuses lettres de Marx aux communards se sont égarées « dans le cabinet noir de Versailles » où que, jusqu'aujourd'hui, elles gisent peut-être sous le boisseau dans les archives policières de la III^e République.

Les dernières lettres, de 23 à 28, se rapportent à la « semaine de Mai », à la terreur sanglante et à l'immense écho que la Commune de Paris a trouvé dans les rangs du prolétariat international « depuis les mineurs prolétaires de la Californie et de l'Aveyron, jusqu'aux mineurs forcés de la Sibérie » (Engels).

Une fois de plus, nous pouvons aisément suivre le rôle

organisateur de Marx dans l'œuvre de secours aux victimes de la terreur versaillaise. E. Oswald écrit le 28 mai 1871 à Marx qu'il importe avant tout de résister aux demandes d'extradition des communards. Ces demandes émanaient du gouvernement de Versailles. Mais déjà le 23 mai, dans un discours prononcé à la séance du Conseil général de la 1^{re} Internationale, Marx, prévoyant la chute de la Commune, se prononçait contre l'envoi d'une protestation au gouvernement de Versailles, car, disait-il « ce serait se plaindre à un gouvernement que nous considérons comme un ramassis de bandits ». Marx proposa d'organiser une série de meetings de protestation et de mobiliser l'opinion publique d'Angleterre en faveur des communards. L'immense travail d'organisation entrepris pour dénoncer le gouvernement de Thiers et organiser les secours aux communards réfugiés en Angleterre obligea Marx à « abandonner toutes autres préoccupations pendant cinq mois entiers ».

IV

Même cette petite collection de lettres publiées par l'Institut Marx-Engels-Lénine, montre Marx dans toute sa grandeur de vrai guide du prolétariat, de chef idéologique et pratique des communards français, que l'histoire a mis à cette époque aux positions les plus avancées, dans la lutte pour la dictature du prolétariat. Ces lettres, écrites par des participants directs des batailles révolutionnaires, évoquent devant nous la Commune de Paris, abstraction faite de ses erreurs, comme « le plus grand exemple du plus grand mouvement prolétarien du XIX^e siècle » (Lénine).

Le 23 mai, à la séance du Conseil général de la 1^{re} Internationale, dans son discours consacré à la Commune, Marx déclarait : « Les principes de la Commune sont éternels et ne sauraient être détruits : ils s'imposeront encore et encore, jusqu'au jour où la classe ouvrière sera affranchie ». Ce génial pronostic de Karl Marx a été entièrement justifié par l'histoire.

Si « la Commune de Paris a été l'embryon du pouvoir des Soviets », « le pouvoir des Soviets en est le développement et l'achèvement » (Staline). Notre parti, le Parti bolchévik, et le

pouvoir des Soviets sont allés incalculablement plus loin que la Commune. Si les communards de Paris, en assaillant les bastions de la bourgeoisie, ont montré que le capitalisme commençait seulement à dépérir, notre parti a su, sous la direction du camarade Staline, démontrer à l'œuvre que sur un sixième du globe le capitalisme était déjà complètement vaincu par « un autre système économique, supérieur, le système soviétique, socialiste » (Staline). La classe ouvrière de l'U. R. S. S. a prouvé au monde entier qu'elle est aussi « capable de construire le nouveau que de détruire l'ancien » (Staline).

Lettres de Communards et de Militants de la I^{re} Internationale à Marx, Engels et autres DANS LES JOURNÉES DE LA COMMUNE DE PARIS EN 1871

N^o 1.

Paul Lafargue à Karl Marx

Bordeaux, le 9 février 1871.

Mon cher Marx,

Les élections (1) se dessinent assez pour voir que nous aurons une Chambre des plus réactionnaire. Le Parti orléaniste a montré cette fois-ci beaucoup d'intelligence; en comparant les différentes listes, on voit que partout il a voulu grouper toutes les nuances en mettant en tête de chaque liste un nom connu du Parti, comme Thiers, par exemple, pour donner des couleurs aux candidats la plupart inconnus. Ce qui s'est passé dans la Gironde est, je crois, jusqu'à un certain point typique. A Bordeaux, se trouve un journal excessivement influent au nom de la *Gironde* (2), créé sous l'Empire, il s'est arrangé à avoir la main un peu partout, et l'avènement de la République ne fut que le triomphe de la *Gironde*, dont les rédacteurs furent, qui secrétaire du gouvernement de Paris, qui préfet, qui... (3) La liste patronnée par cette feuille, voulant faire passer Simon sous le pavillon de Gambetta, obtint la victoire à Bordeaux, et de beaucoup, sur la liste des réactionnaires orléanistes. Gambetta a eu 19.000 voix, Thiers 9.000. Mais les campagnes sont venues et ont changé toutes les proportions. Thiers 60.000, Gambetta 22.000. Si le même fait se reproduit dans tous les départements, et je le crois, nous aurons une *chambre agraire*: et comme pour le plébiscite, les campagnes vont dominer la situation. Les orléanistes n'ont emporté leur triomphe qu'en se proclamant les candidats de la paix, tandis qu'ils appelaient les autres les candidats de la guerre. C'est assez vous dire quel esprit animera cette chambre *introuvable* (4); si Bismarck ne fait pas des siennes, nous aurons la paix. Bismarck est l'*unica spes* (5) des républicains.

Cette divergence si prononcée entre les villes et les campagnes inquiète au dernier point les conservateurs; déjà à Bordeaux pour concilier tout le monde, on parle d'une République présidée pendant dix ans par le duc d'Aumale. Je ne sais si les orléanistes songeront à rétablir leur d'Orléans. Mais cet antagonisme est grave;

et je crois que peut-être pour les révolutionnaires il vaudrait mieux les d'Orléans que les Jules Favre et les républicains bleus, car la dynastie aurait toute la partie remuante des villes contre elle, et si les révolutionnaires sont assez intelligents pour ne pas se compromettre et ne pas effrayer le Parti républicain, ils pourront s'organiser et se préparer sérieusement pour une prochaine révolution qui ne tarderait pas. Il est vrai que les hommes de Paris sont tellement usés et flétris dans l'opinion publique que, si la République tenait, des hommes nouveaux plus ou moins révolutionnaires arriveraient au pouvoir.

Gambetta a eu ce que sa conduite nécessitait: on prétend qu'après avoir été sur le point de faire arrêter Simon, il s'est arrêté et s'est démissionné comme un bête. Ranc et Targé auraient voulu faire un coup. Au lieu d'encourager les manifestations populaires en prévision de cette scission, il les a comprimées aussi, il a passé comme une ombre et n'a laissé aucune trace. Les hommes d'action sont furieux à cause de son ineptie et de sa couardise, les réactionnaires furieux à cause de ses coups de tête, il est maltraité partout.

Notre comité républicain (6) est sens dessus dessous depuis sa défaite, des membres en ont demandé la dissolution, tout le monde parle d'exil, de transportation et que sais-je; tous ont la colique. Cela vous fait présager l'énergique résistance que trouvera toute restauration monarchique. Bordeaux, il est vrai, a toujours brillé par son courage.

Amitiés à tous. Je vous serre la main.

P. LAFARGUE.

Il y a deux photographies. Une pour madame Marx, l'autre pour Tussy.

(1) Il s'agit des élections à l'Assemblée nationale qui avaient lieu le 8 février 1871. La propagande réactionnaire des gros propriétaires fonciers et de la grosse bourgeoisie contre les petits bourgeois républicains et contre le Paris révolutionnaire avait ce résultat que des 750 élus à l'Assemblée nationale 450 étaient monarchistes.

(2) La *Gironde*, quotidien fondé à Bordeaux en 1852. De tendance bonapartiste. En 1856, passe aux mains des républicains modérés et défend leur point de vue. Pendant la Commune, prend activement le parti de Versailles.

(3) En blanc dans le texte.

(4) Avec le nom de « Chambre introuvable », entra dans l'histoire la Chambre des députés, ultra-réactionnaire, élue après les Cent-Jours et se composant en grande majorité de royalistes.

(5) L'unique espoir.

(6) Il s'agit du Comité républicain local (de Bordeaux). Ces comités furent organisés dans toutes les villes de la France après la révolution du 4 Septembre 1870. Ils avaient pour but d'organiser les élections aux diverses institutions publiques (Assemblée nationale, conseils municipaux, etc.) et aussi de soutenir la lutte contre les tentatives de restauration monarchiste.

N° 2.

Extrait de la lettre d'Eugène Dupont à Frédéric Engels

Manchester, le 21 mars 1871.

Que dites-vous des affaires de Paris? Ils m'ont l'air de s'amuser aux bagatelles de la porte. Car jusqu'à présent aucun acte sérieux n'a été accompli; êtes-vous mieux renseignés? Je crois que le moment est venu où le Conseil (1) devrait intervenir.

Eugène DUPONT.

(1) Il s'agit du Conseil général de la I^{re} Internationale.

N° 3.

Eugène Dupont à Karl Marx ⁽¹⁾

Manchester
Londres [fin mars 1871].

Mon cher Marx,

J'ai reçu une lettre aujourd'hui de Serrailier. Il me dit qu'il part à Paris avec pleins pouvoirs du Conseil (2), mais que pour moi ma place n'est pas à Manchester!

Il semblerait en résulter que j'ai peur d'aller à Paris, lorsque mon devoir m'y appelle. Si c'est la pensée du Conseil, cela m'étonne, car j'ai écrit à Eccarius et à Serrailier que j'étais à la disposition de l'Internationale.

Vous me ferez grand plaisir de me faire connaître ce qu'il en est, car cette lettre m'a contrarié beaucoup.

Mes amitiés à votre famille.

Tout à vous,

EUGÈNE DUPONT.

(1) Sur l'original de la présente lettre il y a un cachet: « Conseil général de l'Association internationale des travailleurs » et son adresse — 256, High Holborn London, W. C. Il s'y trouve aussi l'adresse personnelle d'Eugène Dupont écrite de sa main: « 122, Sussex Street, Lower Broughton ». = *Manchester*

(2) Immédiatement après la révolution du 4 Septembre 1870, A. Serrailier, par ordre du Conseil général, fut envoyé à Paris. Dans sa lettre à Beesly, datée du 12 septembre, K. Marx dit: « Le mercredi dernier, A. Serrailier, membre du Conseil général de l'Internationale, est parti à Paris en qualité de délégué du Conseil ». Après son retour à Londres, le 19 février 1871, Serrailier fait un rapport détaillé le 28 février au Conseil général. A la fin de mars, Serrailier va de nouveau à Paris en qualité de délégué du Conseil général.

FWW PA
10/11/69

N° 4.

Hermann Jung à Karl Marx (1)

Le 29 mars 1871.

Cher Marx,

Je reçois à l'instant une lettre de M^{me} Tomanovsky, qui est bien arrivée à Paris; Serraillier y est arrivé hier matin. Mais Mme Tomanovsky dit très peu de choses dans sa lettre, de crainte sans doute que celle-ci ne vint à tomber entre les mains des ennemis. Il paraîtrait que Malon est à Paris, mais il semble qu'il a agi, sinon exactement contre le Comité central (2), tout au moins pas avec lui. « *Malon est élu à la Commune, mais il y a pris part* » — n'ayant pas compris la situation et malgré son extrême honnêteté — à un mouvement des municipalités contre le Comité central (3). « y » est déplacé, car il réfère le « pris part à la Commune », tandis que si l'on retire l'« y », le « pris part » se référera à « un mouvement des municipalités ».

Tout va bien à Paris, d'après la lettre, mais j'en attends une plus détaillée, seulement M^{me} Tomanovsky ne donne pas d'adresse et je devrais lui écrire; pouvez-vous me donner une adresse à Paris où je pourrais lui faire parvenir mes lettres? Elle salue tous les amis et les amies.

Tout à vous,

H. JUNG.

(1) La lettre est écrite en anglais et, partiellement, en français. La première page porte en haut à droite un cachet où on lit en anglais : « H. Jung, horloger, rue Charles, 4 Clerkenvill ».

(2) Il s'agit du Comité central de la Garde nationale.

(3) La phrase en italique est écrite en français, c'est un extrait de la lettre de E. Tomanovsky à Jung.

N° 5. **Auguste Serraillier à Jenny Serraillier** (1)

Paris, le 29 mars 1871.

Ma chère Jenny,

Je suis arrivé ce matin à 8 heures, sans avoir eu le moindre ennui. Tu peux faire comme il a été convenu entre nous. J'attends ta lettre. Fais savoir à M. Marx qu'il en est à peu près aujourd'hui comme il en a été durant le siège. Ce que j'ai appris est bien différent de ce que les cochons de reporters anglais racontent. Il est faux que l'on manque d'argent et loin d'avoir eu à en prendre chez Rothschild, c'est lui-même qui a offert l'argent que l'on n'a pas pris. La seule chose qui ne marche pas c'est l'ouverture des ateliers. A ce qu'il paraît, les patrons ont fait le lock-out (2). Enfin, tout Paris est dans les mains, sous tous les rapports. On a même la direction des Postes.

Malon, qui est avec moi en ce moment, me dit que, si tu veux, nous pouvons avoir la direction de son orphelinat au XVII^e arrondissement dont il est maire (3). Nous aurons 200 francs par mois et le logement, y compris l'éclairage et le chauffage, etc. Si tu veux, tu peux engager Marguerite à venir avec nous. Aussitôt ta réponse, je ferai meubler ce logement avec 500 francs que Malon m'avance.

Sois sans crainte, tout est tranquille ici et le fonctionnement de l'administration ne laisse pas trop à désirer. On dirait que nos amis y ont été dressés.

Mes amitiés à tous. Embrasse Bébé pour son père qui l'attend. Ne tarde pas à répondre.

Je t'embrasse,

AUGUSTE SERRAILLIER.

Le II^e arrondissement m'a donné 3.711 voix (4). C'est un résultat merveilleux, considérant que j'étais absent et que c'est le plus réac [tionnaire] de Paris. Je prie M. Marx de faire ce que je lui ai demandé sur les principales mesures à prendre, car je crois que ce sera dur de faire prendre des mesures en faveur des compagnons par nos hommes qui sont plus que jamais, paraît-il, localisés.

A. S.

(1) Dans cette lettre comme dans les suivantes, Serraillier donne son adresse à Paris : 380, rue Saint-Denis.

(2) Un grand nombre de patrons parisiens s'enfuirent à Versailles après le 18 mars 1871 en chargeant leurs gérants de désorganiser la production et de saboter les décrets de la Commune. Le 16 avril 1871, motivant que, par suite de ce lâche abandon, de nombreux travaux essentiels à la vie communale se trouvent interrompus, l'existence des travailleurs compromise, la Commune décrétait la mise en exploitation des ateliers abandonnés par l'association ouvrière coopérative des travailleurs qui y étaient employés.

(3) La ville de Paris, pendant le second Empire, se divisait déjà en 20 arrondissements, dont chacun avait son Conseil municipal.

(4) Aux élections du 28 mars, Serraillier fut battu par la majorité réactionnaire. Il ne fut élu à la Commune qu'aux élections complémentaires du 16 avril.

N° 6.

Auguste Serraillier à Jenny Serraillier

Paris, le 30 mars 1871.

Ma chère Jenny,

As-tu écrit mardi comme il a été convenu ? Dans ce cas, je n'ai pas reçu de lettre, aussi je te prie de répondre à celle-ci aussitôt reçue. Hier j'ai été voir l'orphelinat aux Batignolles; j'ai trouvé que c'est bien convenable; il y a un grand jardin où Lucien pourrait s'amuser. Le logement est grand — une chambre à coucher, une cuisine et deux pièces autres. Il y a un personnel pour surveiller les enfants qui sont au nombre de 60. Cet établissement a été adopté par la Commune dans sa séance d'hier. Dis-moi si cela te convient : 200 francs par mois, logés et chauffés.

Quelle différence du Paris que je vois et celui que l'on nous a dépeint. Tout est tranquille. La Commune est acceptée par chacun comme un fait accompli. Bien mieux, il y a un certain zèle à la servir. Si Versailles n'était plus là, tout irait bien. 60 des nôtres sur 92 sont déjà élus (1). Ce qu'il y a de plus étonnant, c'est que tous sont en fonctions comme si c'était la chose la plus naturelle du monde : Varlin est aux Finances avec Combault qui se charge de les faire marcher, Vaillant à l'Intérieur, Eudes et Duval à la Guerre, Raoul Rigault à la Préfecture de Police, enfin dans toutes les administrations il y a au moins un des nôtres. A la Commune, il a été pris des résolutions très énergiques (2), que je ne puis confier au papier, mais qui étonneront certainement. Le XVI^e arrondissement n'est pas encore tout à fait à nous. Cependant, l'entrain pour le vote a été grand et Messieurs les bourgeois ne se sont abstenus et le II^e a donné pour les réacs comme un seul homme. Pourtant, si on juge que la réaction dans ce centre le plus fort n'a eu que 6.000 voix (3), on peut se faire une idée de l'armée

(1) La fédération parisienne de la I^{re} Internationale, qui décida dans sa séance du 23 mars de prendre part aux élections de la Commune ne proposa pas sa propre liste et inscrivit ses candidats sur la liste commune du Comité central des vingt arrondissements. Dans cette liste, représentant les organisations révolutionnaires de Paris, figuraient 90 personnes dont 63 élus. Après les premières élections du 28 mars, il n'y eut parmi les 107 membres de la Commune que 28 membres de la 1^{re} Internationale.

(2) Il s'agit des trois décrets à la séance du 29 mars 1871 : a) les remises aux locataires, b) l'ajournement des ventes des dépôts du mont-de-piété et c) l'abolition de la conscription obligatoire et la création de la Garde nationale.

(3) Les élections à la Commune furent faites sur des listes électorales établies encore en mars 1870 et qui portaient 485.569 élec-

de Saisset (4). Quoi qu'il en soit, Paris ne veut plus entendre parler de restauration ni de compromis. Ça va bien, on fera pour la campagne! J'en ai parlé. Le mot d'ordre des réacs, c'est que Marx fait marcher les internationaux français, leur fait faire des grèves pour augmenter les salaires et faciliter la concurrence allemande. C'est idiot, pourtant le Conseil doit répondre à cela. A bientôt de plus amples détails.

Je t'embrasse et Bébé.

A. SERRAILLIER.

teurs dont 229.167,47 % seulement, votèrent. Cela s'explique en premier lieu par le caractère de classe des élections, car après le 18 mars une grande partie de la population des quartiers bourgeois de Paris s'était enfuie à Versailles. Les bourgeois qui restèrent en profitèrent pour voter activement en faveur de leurs candidatures. Girard, un homme de Thiers, dont parle Serraillier, obtint en novembre 1870 7.143 voix; au mois de mars 1871, malgré les nombreuses fuites, 6.368 voix. Dans le premier arrondissement, non moins aristocratique et bourgeois que le second, le libéral Méline réunit 4.439 suffrages en novembre 1870 et 7.251 en mars 1871.

(4) Il s'agit des partisans de la réaction dont l'amiral Saisset était le représentant typique.

N° 7.

Léo Frankel à Karl Marx

Paris, le 30 mars 1871.

Au docteur Karl Marx, Londres.

Très estimé citoyen!

Vous serez plus ou moins exactement renseigné sur les événements d'ici. Je regrette de manquer de temps pour vous donner des renseignements tant soit peu circonstanciés. En me résumant brièvement, je puis vous informer que pour le moment la situation nous est favorable.

J'ai été élu avec plusieurs autres membres de l'Association internationale (1) à la Commission ouvrière et ce fait m'engage à vous griffonner quelques lignes.

Mon élection a été validée dans la séance d'aujourd'hui et il est superflu d'ajouter que si cet acte m'a réjoui, c'est que je l'ai apprécié non au point de vue personnel, mais uniquement et exclusivement pour son caractère *international*.

Il y a un an environ, j'ai lancé un appel aux ouvriers d'Allemagne au nom de la section allemande (2) où je soulignais particulièrement l'appui du mouvement ouvrier français, car je voyais dans le prolétariat de ce pays l'avant-garde de l'armée sociale et républicaine, opinion qui n'a pas eu l'air de plaire au *Felleisen* (3).

Aujourd'hui, cette opinion commence à gagner la majorité. Si nous pouvions amener un changement radical des rapports sociaux, la révolution du 18 mars serait la plus féconde des révolutions que l'histoire ait enregistrées jusqu'à ce jour. Elle ôterait aussi tout terrain à toute révolution future, puisqu'il ne serait plus rien resté à conquérir dans le domaine social.

Aussi devons-nous coûte que coûte atteindre cet objectif.

(1) V. lettre 6, note 1.

(2) Il s'agit d'un appel de la section parisienne allemande de la I^{re} Internationale aux ouvriers allemands de Paris. Voici cet endroit pris en entier de l'appel dont Frankel parle : « Si vous [ouvriers allemands] vous tenez à l'écart du drapeau des social-démocrates seulement parce que vous croyez qu'étant enfants de l'Allemagne, vous ne pouvez pas et vous ne devez pas agir au profit du mouvement ouvrier français, alors vous vous trompez bien tristement. L'affranchissement de la classe ouvrière du joug social et politique n'est pas un problème dont la résolution dépend d'une question de langue. C'est, en premier lieu, un problème international, c'est-à-dire une tâche commune pour tous les pays qui, par conséquent, ne peut être résolue autrement que par l'union des ouvriers de tous les pays. »

(3) *Felleisen*, organe de l'Union centrale des ouvriers allemands en Suisse en 1862-1874, d'abord à Zurich, puis à Genève.

Votre avis sur les réformes sociales à appliquer sera extrêmement précieux pour notre commission.

Je vous prie donc, très estimé citoyen, dans l'intérêt de notre grande cause, de me faire parvenir le plus tôt possible votre réponse. Veuillez excuser mon insistance, mais le temps presse, car il faut avant toutes choses jeter les fondations de la République sociale.

Agréez l'assurance de ma haute considération.

Votre dévoué,

LÉO FRANKEL.

Paris, rue Saint-Sébastien, 37.

P.-S. — J'ai profité d'une interruption de séance de la Commune pour vous adresser ces quelques lignes.

Meilleurs vœux aux citoyens Eccarius, Dupont, Yung et autres.

P.-S. — Pour plus de sécurité, prière d'adresser votre réponse au nom de M^{me} L. Dorothea Gahl.

N° 8.

Eugène Dupont à Karl Marx

[Manchester, mars-avril] 1871.

Mon cher Marx,

Je vous envoie des lettres que je viens de recevoir de nos correspondants. J'y joins deux lettres particulières, pensant que les détails qu'elles contiennent vous intéresseront.

J'ai écrit à Engels — j'ai besoin de vos conseils dans cette affaire pour tâcher d'en tirer profit.

Le *Conseil général* que j'ai nommé dans ma précédente est celui de *Manchester* qui ne m'a pas encore répondu.

Vous avez oublié de me renvoyer la lettre de *Bastelica*. Envoyez-moi toutes ensemble. Communiquez à M^{me} Serrailhier les lettres de Paris!

Je suis très content de voir que l'Internationale *se remue*, cela va me donner de l'occupation et me remonter un peu le moral!

J'espère que l'indisposition de M^{lle} Jenny n'a pas eu de suite et que la présente la trouvera bien rétablie.

Bien à vous et à votre famille.

EUGÈNE DUPONT.

Nos *amis* de Paris doivent-ils leurs élections à l'Internationale où à leur chauvinisme?

Pourquoi n'avez-vous pas lu la lettre de Bordeaux?

N° 9.

Hermann Jung à Karl Marx

[Manchester], le 2 avril 1871.

Cher Marx,

Je lis dans le journal de Lloyd que Bastelica a été nommé directeur des Bureaux des Taxes à Paris. *L'Internationale* du 29 mars publie une proclamation de l'Internationale de Paris (1), proclamation dans laquelle figure le nom d'Aubry. J'ai vu encore ailleurs que quelques-uns de nos hommes de Lyon sont également à Paris. Je déplore la folie des nôtres qui, dans une hâte enfantine, se précipitent à Paris pour y récolter les profits d'une révolution avant d'en avoir assuré le succès. Que peuvent-ils faire de bon à Paris? Ne seraient-ils pas beaucoup plus utiles dans leurs villes respectives et ne feraient-ils pas beaucoup plus pour le succès de la révolution en accomplissant leur devoir là? Le mouvement de Lyon, de Marseille et d'autres endroits échoue (2) parce que les chefs semblent avoir déserté leurs propres centres d'action.

Oh, si nos amis parisiens étaient assez intelligents pour jeter dehors ces gars-là, au lieu de leur donner des fonctions!

Il faut dire qu'une partie de Rouen étant toujours occupée par les Prussiens, nos amis n'y peuvent rien faire; mais il est sûr que les Prussiens ne pourraient pas empêcher nos hommes de manifester d'une manière paisible leurs sympathies à leurs frères parisiens.

Je me rends dans l'*East End* et je compte qu'une nouvelle branche de l'Internationale sera formée cette nuit.

Mon bon souvenir à tous.

Fraternellement à vous,

H. JUNG.

(1) Il s'agit de l'appel des internationalistes parisiens élaboré à la séance du 23 mars 1871 et qui était une plate-forme électorale. Aubry arrivé de Rouen signa cet appel avec les autres membres du Conseil fédéral des sections parisiennes de la 1^{re} Internationale : Frankel, Boudet, Demay, Rochat, etc.

L'Internationale, organe de la section belge de l'Internationale, parut de 1869 à 1873 à Bruxelles.

(2) En mars et avril 1871, la Commune fut proclamée à Marseille, Toulouse, Lyon, Narbonne, Saint-Etienne, Le Creusot et Limoges, mais les insurgés ne purent se maintenir au pouvoir que 3 ou 5 jours.

N° 10.

J. G. Eccarius à Léo Frankel

*Conseil général de l'Association internationale des
travailleurs, 256, High Holborn, London, W. C.*

[Londres], le 4 avril 1871 (1).

Cher Frankel,

Je reçois à l'instant l'adresse ci-jointe d'Allemagne (2) pour la faire passer à Paris. On craint que l'exemplaire expédié par vous ne parvienne pas à destination.

Ici, à Londres, les ouvriers s'occupent actuellement à fonder des clubs républicains. Demain soir nous allons en inaugurer un. Deux membres du Conseil général font partie du comité du club.

Je me suis bien réjoui au sujet de votre élection que j'ai fait connaître autour de moi autant que j'ai pu.

Salut aux amis (3).

Vive la Commune! (3).

Votre,

GEORGE ECCARIUS.

(1) La lettre est écrite sur papier à en-tête du Conseil général de l'Association internationale des travailleurs (fac-similé, page 26).

(2) Il s'agit apparemment du Manifeste « Aux ouvriers français » adopté à un meeting de 3.000 ouvriers de Hambourg et publié dans le *Journal officiel* de la Commune de Paris, le 2 mai 1871.

(3) En français dans l'original.

N° 11.

Paul Lafargue à Karl Marx

Paris, le 8 avril 1871.

Mon cher Marx,

Je suis à Paris depuis deux jours (1). J'ai vu les hommes de la Commune qui sont pleins d'enthousiasme, ainsi que la population; ils ont toujours l'espoir de prendre Versailles et ils travaillent pour cela. Les hommes ne manquent pas, ce sont les chefs qui font défaut. C'est ce que me disait Vaillant. Engels ne pourrait-il pas venir mettre ses talents au service de la révolution?

A plus tard plus long détail.

P. LAFARGUE.

P.-S. — Que Laura n'arrête pas son voyage, je repars demain,

(1) Lafargue arrivait de Bordeaux où il avait organisé une section locale de la I^{re} Internationale. Lafargue vit à Paris tous les chefs de la Commune et de la section française de la I^{re} Internationale. Il revint à Bordeaux chargé d'organiser l'insurrection dans le sud-ouest de la France. Une suite de circonstances empêchèrent l'organisation de cette insurrection, à laquelle Marx accordait une grande importance.



General Council of the International

Working Men's Association,

268, High Holborn, London, W.C.

2768

April 4, 1871

Lieber Fräulein,

Ist wahr, so aben herbij auch bedacht,
wenn Dankpfand erfolgen wird, so auf
Paris zu besenden. Die Sache besprechen
daß ein Exemplar, welches sie gesandt
haben, nicht unkonsumiert wird.

Sie in London sind die Arbeit
gegenwärtig demselbst beschriftigt möglich
nicht Club zu ändern. Morgen Abend
werden wir einen in unsere. Ich habe
zwei Generalrat Mitglied im Club.
Ist wahr, mich nicht gesamt, aber für diese
und sie so gut in Kenntnis gebracht.

Salut aux amis!

Vive la Commune

Hr. J. George Eccarius

Lettre de J. G. Eccarius, secrétaire du Conseil général de l'A.I.T., à Léo Frankel

(Voir traduction p. 25.)

N° 12.

Auguste Serrailier à Jenny Serrailier

Paris, le 12 avril 1871.

Ma chère Jenny,

Je profite de l'occasion de P. Lafargue (1) pour te donner quelques détails, car je crois que tu dois être bien inquiète. Encore une fois, tu as eu raison et je ne pensais guère que nous serions séparés aussi longtemps. Cependant, je dois dire que c'est de ta faute. Sans doute que les romans que l'on fait, et pour cause, sur l'état de Paris t'ont seuls empêchée de venir. J'ai vu par des journaux de province qu'il en est aujourd'hui comme sous le siège par les Prussiens; en un mot, que l'on trompe le public sur ce qui se passe. Rien de plus faux que les récits de ces journaux. Jamais Paris n'a été aussi tranquille et unanime pour conquérir ses droits. Chose étrange : le plus ferme appui de la Commune, c'est la bourgeoisie! Pour rien au monde elle ne voudrait perdre cette conquête qui déjà lui a coûté tant de sang. Il faut se souvenir que les bataillons bourgeois n'ont cessé de se battre avec Belleville depuis le 1^{er} avril. Un seul bataillon de commerçants, qui avait fourni 200 hommes, se trouve réduit à 75 h [ommes] et cependant il tient encore au pont de Neuilly (2) et ne veut pas être relevé. Désespérant de vaincre par les armes, nos ennemis répandent le bruit de l'intervention prussienne pour le 15 avril. Je ne sais ce que ces bruits ont de fondé, mais si j'avais un conseil à donner à M. de Bismarck, je lui conseillerais d'attendre tranquille le paiement de l'indemnité, certain qu'il est de l'avoir et de ne pas compromettre sa gloire et ses intérêts en se faisant le gendarme de l'Europe. Je ne me fais pas d'illusion, mais j'affirme que M. Thiers et M. Bismarck réunis ne sauraient écraser Paris. Personne ne peut se faire une idée exacte du sentiment du peuple et, certes, il ne faudrait pas beaucoup de vantardise prussienne pour rompre le traité de paix que l'on veut cependant respecter. Rien ne peut dépeindre l'élan de cette Garde nationale marchant au combat. Ceux qui connaissent l'esprit français, la persistance et l'énergie déployées par le peuple depuis le 18 mars doivent bien être étonnés. Peu ou point de bataillons demandent à rentrer lorsqu'ils sont aux avant-postes. A l'intérieur, l'organisation marche lentement, il est vrai, mais sur des bases sérieuses et bientôt les Versaillais auront en face d'eux une armée de plus de 400.000 hommes bien armés et résolus, ne leur en déplaise! Leurs procédés, en fusillant Duval et massacrant Flourens, n'ont point eu les effets attendus par eux, seule l'indignation et le sentiment de vengeance se sont augmentés. Ces gens-là sont si bêtes qu'ils pensent rentrer à Paris derrière

une armée de gendarmes et de sergents de ville. Est-ce qu'on rentre à Paris? Les plus *réacs* en sont réduits à proposer des mesures qui, en d'autres temps, les auraient conduits au tribunal.

Ce qui me donne confiance et me fait dire que nous vaincrons, c'est que Paris combat sans espoir de secours de la province : il combat avec la conviction que des forces supérieures en nombre et en connaissances militaires lui sont opposées; il combat avec la croyance que sa lutte ne se terminera pas par l'écrasement de Versailles, mais que l'étranger interviendra. Il a toutes ses craintes et de plus la crainte du rationnement et de toutes les misères du siège qui à peine viennent de finir, et cependant il ne cédera pas. Décidément, je deviens chauvin en voyant cette conduite sans exemple. Que n'est-il donné au monde de jeter les yeux sur Paris en ce moment! Ce serait la condamnation de tous ces systèmes policiers.

Il y a quelques jours je t'ai écrit pour te dire que les bruits de M. Pyat se sont renouvelés et que je suis dans l'impuissance de faire quoi que ce soit. En ce moment encore on vient de dire à la Commission du Travail (3), dont je fais partie, que j'ai été expulsé des sociétés politiques à Londres pour plusieurs raisons, moralité comprise. Sans doute je serai forcé de me retirer dans l'impossibilité où je suis de les contredire. Tout cela me cause bien de l'ennui. Quand vas-tu venir? Que fait Lucien? Embrasse-le bien pour son père; puisse-t-il désirer venir me voir bientôt pour te contraindre à venir. Tu penses bien que s'il y avait danger que je ne t'engagerais pas à venir. Je te laisse le soin de m'embrasser aussitôt que tu voudras pour nous tous de suite (4).

A. SERRAILLIER.

(1) Voir la note 1 de la lettre précédente

(2) Neuilly avait une grande importance stratégique pour la défense de Paris. Les communards en défendirent le pont, d'une grande importance stratégique, durant tout le mois d'avril avec acharnement.

(3) Dans la première commission du Travail et de l'Echange organisée le 29 mars 1871 après les élections à la Commune, entraient Malon, Frankel, Theisz, Clovis Dupont, Avrial, Loiseau-Pinson (rendit son mandat), Eugène Gérardin et Puget. Après les élections complémentaires la composition changea : Theisz, Malon, Serraillier, Charles Longuet et Chalain. D'après la lettre, Serraillier avait été coopté dans la Commission au début d'avril, c'est-à-dire avant son élection.

(4) Textuellement.

N° 13.

Auguste Serraillier à Jenny Serraillier

Paris, le 15 avril 1871.

Ma chère Jenny,

Je suis très inquiet pour toi. Hier une femme s'est présentée chez Rochat avec une lettre de Londres, elle a laissé son nom et la concierge l'a oublié. Or, comme Rochat ne connaît personne à Londres je crois que ce ne pouvait être que pour moi et que de toi. Je crains qu'il ne soit arrivé quelque accident? Je t'ai écrit plusieurs lettres, les as-tu reçues? C'est peu probable, grâce à M^r Thiers. Dans une de ces lettres je demandais au Conseil de faire une déclaration sur mon séjour en Angleterre parce que sans elle je ne puis rien faire. M^r Pyat a renouvelé ses infamies, auxquelles il a ajouté que j'ai été expulsé des sociétés politiques de Londres. Cela a sans doute trait à la fameuse Branche française (1). Tous mes ennemis exploitent et commentent les calomnies qui, grossissant sans cesse, sont arrivées à la Commission du Travail (2) sous forme d'accusation sur la vie privée, malgré l'enquête qui déjà avait été faite et la déclaration de Leroux qui m'est très favorable. Ces bruits rapprochés des calomnies colportées par M^r Vésinier contre le Conseil entachent ce dernier qui paraît m'avoir choisi à défaut de

(1) Cette prétendue section française de la I^{re} Internationale fut organisée à Londres en 1868 par Félix Pyat et quelques autres. Elle publia plusieurs manifestes nettement provocateurs et Pyat demandait l'assassinat de Louis Bonaparte. Le Conseil général de la I^{re} Internationale déclara qu'il n'avait rien de commun avec ces manifestes et exigences de la prétendue section et que Félix Pyat n'était pas membre de l'Internationale. Au début de 1870, sous prétexte d'un complot contre Louis Bonaparte, on arrêta tous les militants en vue de la I^{re} Internationale. Or, la police bonapartiste étaya ses accusations sur les documents publiés par Pyat en 1868. Le Conseil général déclarait le 10 mai 1870 dans une résolution que la prétendue section française de la I^{re} Internationale n'appartient plus à l'Association depuis plus de deux années et que toutes ses actions sont l'œuvre des agents de la police bonapartiste. Pierre Vésinier, qui répandait des calomnies contre les principaux militants de la I^{re} Internationale, était aussi membre de cette section. La « section » se disloqua pendant la guerre franco-allemande. Après la défaite de la Commune parallèlement à la Section française, faisant partie de la I^{re} Internationale, surgit une organisation intitulée « Section fédéraliste française de 1871 ». Gustave Durand, secrétaire de la Fédération, fut démasqué par le Conseil général comme agent de police. Chauchard, délégué de la section au Conseil général, s'avéra aussi un mouchard. Après ces dénonciations et la publication d'une suite de résolutions du Conseil général, la Section fédéraliste française se disloqua en plusieurs petits groupes dont l'un d'eux dirigé par Vésinier publia un journal lié à la police et dénonçant les communards.

(2) Voir la note 3 de la lettre précédente.

quelqu'un plus honnête... Ce qui explique cette persistance, c'est surtout la crainte de me voir rentrer à la Commune. Ainsi, ces jours derniers, je devais prendre possession de la mairie du II^e arrondissement, mais au moment de signer, M^r Pyat a formellement refusé. Sur les observations que, sans doute, c'était à cause du différend de la fameuse Branche, — il a répondu: non, c'est pour affaire de la vie privée. Comme tu penses, cela a été colporté et grossi et aujourd'hui je suis pour le plus grand nombre le plus grand des coquins. Tout cela me cause beaucoup d'ennui. Il y a aussi M^r Lemaitre qui, ayant appris ce que j'ai dit sur lui, s'est mis de la partie.

En dehors de ces affaires personnelles, il n'y a rien à dire. La Commune a fait tout ce qu'il était possible de faire. Sous le rapport militaire, nous n'avons certes pas à nous plaindre ni à désespérer. Il est probable que les Versaillais se dégoûteront du jeu avant nous. Ce qui est le plus étonnant, c'est que la bourgeoisie soutient la Commune d'une manière qui ne peut laisser aucun doute. Je crois même qu'elle y tient plus que la classe ouvrière, si j'en juge par les bataillons qui ont soutenu l'attaque à Neuilly. Sur un seul bataillon qui comptait au départ 400 hommes, 180 restent et il est impossible de les relever. Beaucoup d'autres bataillons sont dans le même cas et cependant dès le début ils se sont montrés hostiles à la Commune. Il est vrai qu'elle n'a pas été terrible, cette redoutée. Mais il n'en vaut que mieux.

Puisque l'on a été assez bête pour laisser derrière soi cette réaction, il était politique de ne pas s'en faire une ennemie à l'intérieur pour s'en servir utilement contre Versailles. Je le répète, nous n'avons pas de plus ferme appui à de rares exceptions près. La prorogation des échéances et la remise des loyers (3) ont été des coups de maître. Ou je me trompe fort, ou M. Thiers n'entrera jamais dans Paris à moins d'avoir sanctionné les actes de la Commune. Pour les hypothèques, j'ai proposé à divers membres de la Commission de faire un projet, mais sans résultat. Peut-être n'y a-t-il pas de temps de perdu puisque nos journaux ne sortent pour ainsi dire pas. Cependant, je prierai M. Mx de faire quelque chose là-dessus que je présenterai à Franckel et il est probable que venant de lui, il le propose et le fasse accepter, car quoi qu'on en dise, nous avons la majorité. Mais cette majorité-là — il ne faut pas oublier — qu'elle est proudhonienne. On ne parle plus que de projet de Banque du peuple, d'échange, etc., en un

(3) Le décret sur les remises aux locataires et le décret interdisant la vente des dépôts du mont-de-piété furent adoptés à la séance du 29 mars. Ces deux décrets, et celui de la suppression du service obligatoire renforcèrent énormément l'alliance entre la classe ouvrière et les couches laborieuses de la petite bourgeoisie parisienne.

mot, chaque jour, c'est un nouveau projet extrait des œuvres du grand maître.

Pierre Leroux vient de mourir. La Commune a envoyé à son enterrement deux de ses membres, tout en faisant des restrictions sur ses idées communistes (4). Cela seul peut donner une idée de ce que ces gens pensent en socialisme. Je n'ai pas besoin de te dire que cette perte m'a profondément affligé. Pourquoi n'es-tu pas venue déjà? Voilà plusieurs fois que je t'écris à ce sujet et que je te pris de hâter ton arrivée. Sans doute que l'on te retient sous le prétexte que la guerre a recommencé et bien d'autres balançoires. Cependant, tu dois bien penser que je ne t'engagerais pas à venir s'il y avait le moindre danger. Il est vrai que l'on se bat avec les gendarmes de M^r Thiers, mais cela se passe au dehors et d'ailleurs ce ne serait pas une raison pour t'empêcher de venir si on se battait dans Paris. Quand on se bat à Vanves, à peine si on le sait dans Paris. Quoique ces deux jours derniers à l'attaque des forts du Sud, on ait cru un instant que la lutte avait lieu dans Paris, tellement le bruit des feux de pelotons, le crépitement des mitrailleuses s'entendaient distinctement. Ces trois attaques ont joliment dû dégoûter les Versaillais. Dans le fort de Vanves (5), il n'y avait pas plus de 73 hommes et, eux seuls, ils ont infligé à l'ennemi une perte d'au moins 2.000 hommes hors de combat! A Neuilly, on en a fait un massacre effrayant. On doit sans doute vous cacher les faits. Mais la vérité est que près de 10.000 hommes sont ou blessés, ou tués, ou prisonniers du côté des ruraux (6). Jamais, durant le siège, la guerre n'a été aussi acharnée qu'elle l'est aujourd'hui. Chacun sait ce qu'il défend et se bat en conséquence.

Pour ce qui concerne l'administration, on ne peut qu'être étonné de voir comment tout cela marche, rien ne languit sauf la poste, dont la région ne va pas au delà des remparts.

En ce qui concerne Cluseret, j'ai fait ce que j'ai pu avant sa nomination pour éclairer nos Edyles, aujourd'hui ce serait du scandale inutile, et puis il ne faut pas perdre de vue, que la copie n'est pas signée et que je suis à l'index, ce qui enlève toute autorité à cette accusation. Quant aux internationaux, ils trouvent

(4) A la séance du 13 avril, on adopta l'amendement suivant: « En la personne de P. Leroux, la Commune ne rend pas hommage au philosophe mystique, mais au défenseur des vaincus de Juin 1848 ».

(5) Le fort de Vanves, comme les forts d'Issy et de Montrouge avait une grande importance pour la défense de Paris. Les comunards durent abandonner le fort de Vanves le 13 mai après la découverte d'un complot contre-révolutionnaire à l'arrière.

(6) On donnait le nom de « ruraux » à la majorité contre-révolutionnaire de l'Assemblée nationale.

que ce n'est pas la peine de combattre M. Pyat pour cette affaire ridicule. En attendant, je passe pour une canaille, n'en déplaise à ces messieurs.

Il faudrait à tout prix que Dupont puisse venir ici, sa présence est nécessaire sous bien des rapports. Je l'ai fait porter candidat pour la Commune. Les élections doivent avoir lieu dimanche et si lundi j'apprends qu'il est nommé, je t'écrirai aussitôt pour le faire venir. Dans tous les cas, il est bon que tu préviennes le Conseil pour qu'il n'y ait aucun retard. Il est porté dans un arr^t. Je suis sacrifié en holocauste pour les besoins du socialisme. Et encore on ne me laisse que parce que toute candidature ouvrière dans cet arr^t est impossible sans cela...

Réponds-moi tout de suite pour me dire quel jour tu viendras. Inutile de te répéter que s'il y avait la moindre des choses, je serais le premier à te prier d'attendre. On peut écrire à Paris par deux moyens, soit en confiant la lettre à un voyageur à la gare, soit en écrivant sous double enveloppe à M^r Auguste, poste restante, à Saint-Denis. Fais pour le mieux, mais surtout ne sois pas trop longtemps, car pour moi le meilleur serait de venir me rapporter, toi et Bébé, les baisers que je vous envoie du fond du cœur. Si tu savais comme le temps me paraît long! Comme il me tarde de revoir mon cher Lucien et l'entendre parler de son pèèèèèèè! Qu'il se dépêche à venir, car la France a besoin de défenseurs et son père a besoin de ses caresses.

Ton,

AUGUSTE.

P.-S. — Embrasse Marguerite, Lucien pour moi, en même temps que mes amitiés à tous.

N° 14.

Nicolas Outine à Karl Marx

Genève, le 17 avril 1871.

Cher citoyen Marx,

Je me permets de m'adresser directement à vous, pour vous demander si, peut-être, vous avez des nouvelles de notre jeune et précieuse amie, Mme Elise Tomanovsky? Depuis qu'elle m'a écrit quelques lignes, il y a trois semaines de cela, qu'elle avait l'intention d'aller à Paris avec Jung pour *quinze jours*, je n'ai plus eu de ses nouvelles, quoique je sais que des lettres de Paris parviennent à leur destination, avec grande irrégularité, il est vrai. Je vous serais infiniment reconnaissant, si vous pouviez me donner quelques renseignements sur le sort de notre amie; je n'ai pas besoin de vous cacher, à vous, qui étiez si bon et si plein d'affection pour elle, que nous craignons beaucoup que son courage et son enthousiasme ne la poussent à sa perte, et cette perte serait à jamais regrettable... car nous ne sommes que très peu nombreux pour servir un jour la Cause commune en Russie! (1)

Je n'ose pas trop vous interroger sur les affaires de Paris... Vingt fois j'ai pensé qu'il faudrait que nous y allions tous, et puis je m'arrêtais à des doutes sur le succès définitif, et je me disais que notre Cause internationale perdrait plutôt que de gagner si toutes les têtes seraient rasées d'un seul coup de Vendéens de Thiers et C^o et que, partant de là, notre devoir est plutôt de rester à notre poste pour continuer l'œuvre entamée.

Ma conviction profonde a toujours été et l'est encore, que la lutte avec l'ordre actuel se videra définitivement *par le sang*, car je ne crois pas que la bourgeoisie puisse céder légalement et paisiblement, mais il s'agit pour moi de savoir, quel sera le moment opportun de se dire que c'est l'heure de brûler les vaisseaux. Est-ce bien le moment d'aujourd'hui, et faudrait-il en effet que tous ceux qui sont prêts de soutenir leur propagande par les actes et la vie, aillent maintenant à Paris ? Voilà les questions qui m'agitent et vous me pardonnerez facilement que je vienne, sans en avoir peut-être le droit, à vous avec cette franchise, mais vous voudrez bien considérer que cette franchise n'est que l'expression fidèle du respect et de confiance illimitée que m'inspirent votre esprit, votre tact politique et votre sincère dévouement de toute la vie à la Cause que nous servons tous et dont le drapeau a été arboré à (2) vous. Je n'ai pas besoin d'ajouter que cette lettre est toute privée et personnelle de ma part, et je vous serais reconnaissant si j'ai un mot de réponse avant samedi, car je me débar-

rasserai pour samedi d'un travail pressant, salarié, et je tâcherai d'être libre pour pouvoir, selon les circonstances, partir aussi pour Paris, quoique je ne sache pas trop par quelle voie y passer et à qui m'adresser en y arrivant?

Recevez, cher citoyen et maître (vous me permettrez de vous appeler ainsi?), l'expression de mon profond respect et de mes sentiments fraternels.

N. OUTINE.

(1) Il s'agit de la section russe de la I^{re} Internationale issue du groupe « la Cause du peuple » (*Narodnoïe Dîélo*) à Genève en mars 1870. Le Conseil général l'accepta le 12 mars 1870 et Marx, lui-même consentit à être son représentant au Conseil. N. Outine dirigeait cette section.

(2) Dans la lettre il est écrit distinctement « à vous », il faut « par vous ».

N° 15.

Jenny Marx au docteur Kugelmann

[Londres], le 18 avril 1871.

Mes chers amis,

Excusez mon mutisme... J'avoue toutefois que l'énergie me manquait pour écrire; je n'ai plus de courage. Il m'est impossible de rester tranquille, alors que les plus braves et les meilleurs des hommes sont massacrés sur l'ordre de ce clown de Thiers, de ce monstre assoiffé de sang, de ce Thiers qui, avec ses hordes d'assassins de profession, n'aurait jamais pu avoir raison des récalcitrants parisiens sans le concours de ses alliés prussiens qui semblent encore faire parade de leur rôle de policiers. Même la presse de Londres qui, fidèle à son honorable mission, a fait l'impossible pour calomnier le prolétariat de Paris, est obligée d'avouer aujourd'hui que jamais un principe ne fut défendu avec autant de courage et d'audace...

Un grand nombre de nos amis prennent part à la Commune. Plusieurs d'entre eux sont déjà tombés victimes des bouchers de Versailles. Gustave Flourens vient d'être assassiné. Il n'est pas tombé pendant le combat, comme la presse l'avait annoncé, mais la maison où se tenait son quartier général fut signalée par un espion aux gendarmes qui la cernèrent, et il fut assassiné. Je songe à ceci, qu'il y a à peine un an depuis que nous avons fait avec lui un voyage à Hampstead et discuté en cours de route sur le sort réservé aux prisonniers irlandais. Flourens a traduit les lettres de O'Donovan Rossa, que je n'avais pas traduites. Il me semble encore entendre sa voix disant: « Je vous le promets, je ferai tout pour O. D. Rossa » (1). Il était prêt à donner sa vie pour l'affranchissement des fénians (2).

Votre,

JENNY MARX.

(1) En français dans l'original.

(2) Fénians, membre de l'organisation révolutionnaire clandestine qui proclama en 1860-70 la guerre d'affranchissement national en Irlande.

N° 16.

Elisabeth Dmitrieva-Tomanovsky à Hermann Jung

[Paris], le 24 avril 1871.

Cher Monsieur,

Il est impossible d'écrire par la poste, les communications sont interrompues, tout tombe entre les mains des Versaillais. Serrailier qui vient d'être nommé à la Commune et qui va bien, a fait parvenir 7 lettres à Saint-Denis, et pourtant il paraît, qu'elles n'ont pas été reçues à Londres. Je vous avais envoyé un télégramme de Calais et une lettre de Paris, mais depuis, malgré toutes mes recherches et informations, je n'ai pu découvrir quelqu'un qui se rende à Londres. Comment se peut-il, que vous restiez là à ne rien faire, quand Paris va périr à cause de cela? Il faut agiter à tout prix la province, qu'elle vienne à notre secours. La population parisienne se bat héroïquement (en partie), mais on ne comptait jamais être abandonné comme cela. Pourtant, jusqu'à présent nous gardons toutes nos positions, Dombrowski se bat bien et Paris est réellement révolutionnaire. Les vivres ne manquent pas. Vous savez, je suis pessimiste et ne vois rien en beau, je m'attends donc à mourir un de ces jours sur une barricade. On s'attend à une attaque générale. Je crois, moi, que tout dépend de la chance.

Je suis très malade, j'ai une bronchite et la fièvre. Je travaille beaucoup, nous soulevons toutes les femmes de Paris. Je fais des réunions publiques, nous avons institué dans tous les arrondissements des comités de défense dans les mairies mêmes et en outre un Comité central, le tout pour organiser l'Union des femmes pour la défense de Paris et les soins aux blessés (1). Nous nous mettons en rapport avec le gouvernement, je crois que l'affaire marchera, mais que de temps perdu et quelle peine cela m'a donné! Il faut que je parle tous les soirs, que j'écrive beaucoup et ma maladie s'empire. Si la Commune triomphe, notre organisation de politique deviendra sociale, nous formerons des sections internationales. L'idée prend très bien, en général la propagande internationale que je fais pour démontrer comme quoi tous les pays ainsi que l'Allemagne sont tous à la veille de la révolution sociale, cette propagande-là est fort goûtée des femmes, nous avons jusqu'à 3-4 mille femmes à ces réunions. Le malheur, c'est que je suis malade et qu'il n'y a personne pour me remplacer. La Commune marche bien, seulement au commencement on a fait beaucoup de fautes. C [luseret] a été nommé il y a 15 ou 20 jours malgré toute notre propagande, mais M [alon] déjà s'arrache les cheveux de ne pas m'avoir écouté, *one of these days, Clus [eret] will be arrested* (2).

On n'a pas fait à temps le manifeste aux paysans (3), je crois qu'il n'a pas été fait du tout, et cela encore malgré tout ce que (4) et moi avons pu dire. Le Comité central n'avait pas rendu tout de suite ses pouvoirs, il y a eu des histoires qui ont affaibli les partis. Mais depuis, tout s'organise plus fermement. Je crois que l'on fait ce que l'on peut. Je ne puis le dire trop, de crainte que les « beaux yeux » de M. Thiers ne viennent inspecter ces lignes, car c'est encore une question si le porteur de ces lignes, un rédacteur suisse de Bâle, qui m'a apporté des nouvelles de l'Int [ernationale] parviendra sain et sauf à Londres. Je suis sans argent; si vous avez reçu le mien, tâchez de me l'envoyer avec quelqu'un, mais non par la poste, cela n'arriverait pas. Comment allez-vous, je pense à vous tous, quand j'en ai le temps, ce qui arrive rarement, du reste. Que fait Jenny? Si la position de Paris n'était aussi critique qu'elle l'est, j'aurais bien aimé que Jenny soit ici, il y a tant à faire.

LISE.

P.-S. — Je vois peu Malon et Léon Frankel, chacun de son côté, nous sommes très occupés.

(1) « L'Union des femmes pour la défense de Paris et les soins aux blessés » fut fondée le 11 avril 1871. Du 11 avril au 14 mai, furent organisées 24 réunions publiques. Plusieurs détachements de femmes, formés par l'Union, combattirent stoïquement dans les rangs de la Commune. On pouvait lire dans le *Journal officiel* du 24 mai : « Un bataillon de citoyennes de Montmartre a soutenu aujourd'hui pendant 4 heures le feu des Versaillais en défendant des barricades qu'elles avaient élevées elles-mêmes, jusqu'au moment où des renforts de gardes nationaux arrivèrent. Certaines sont grièvement blessées. »

(2) Un de ces jours Cluseret sera arrêté. *Accusé de trahison Cluseret fut arrêté le 30 avril.*

(3) La Commune ne sut pas s'allier aux paysans, mais elle marchait, comme le relève Lénine, vers cette alliance. Dans la *Commune* des 10 et 19 avril on pouvait lire les articles de la journaliste Andrée Léo « La France est avec nous » où elle parle des alliés à la campagne. C'est elle qui a écrit l'appel « Au travailleur des campagnes » diffusé en province par ballon. La Commune adopta également l'appel « Aux gens de la campagne », etc. qui ne parvint pas aux paysans à cause du blocus conjugué des troupes prussiennes et versaillaises.

(4) Mot peu lisible dans l'original, peut-être Serraillier.

N° 17.

Léo Frankel à Karl Marx (1)

Paris, le 25 avril 1871.

Très estimé citoyen et camarade,

Bien reçu votre honorée pour Serrailier. Il se croyait autorisé à publier cette lettre; ce que je lui permis, mais à condition de ne pas mêler votre personne de choses pouvant peut-être porter atteinte à votre nom. Je suppose que vous m'approuverez.

Le porteur de votre missive m'a appris que les journaux anglais annonçaient que mon élection (2) n'aurait pas été ratifiée. C'est faux. D'autre part, on affirme que je suis Prussien et par conséquent sujet de Bismarck — logique de journalistes réactionnaires — et maintenant tous les ennemis de la Commune ont entonné ce refrain. Bien que je ne sois ni Prussien, ni Allemand (3), j'estime cependant, que le meilleur serait de laisser s'égosiller ces oiseaux sur tous les toits et de poursuivre imperperturbablement mon objectif.

Depuis quelques jours, je suis membre de la Commission exécutive, en qualité de délégué du département des Travaux publics. La précédente Commission exécutive était réorganisée de façon à comprendre les délégués des différents ministères. Pyat n'en fait pas partie. Il cherchait un prétexte pour donner sa démission, presque de la même manière dont il avait démissionné à Bordeaux, c'est-à-dire en posant des conditions. Il n'est pas donc ni membre, ni démissionnaire (4).

Je serais bien heureux si vous vouliez d'une façon ou de l'autre m'assister de vos conseils. Car à présent, je suis pour ainsi dire seul, seul responsable pour toutes les réformes que je me propose reçu d'introduire dans le ministère des Travaux publics. Les quelques lignes de votre dernière lettre prouvent que vous ferez tout votre possible pour faire comprendre à tous

(1) Une grande partie de cette lettre fut publiée dans la *Neue Zeit* 1910-1911, volume I, pages 795-796.

(2) L. Frankel fut élu membre de la Commune le 26 mars (voir la lettre n° 7). Dans la répartition des charges, il fut affecté le 29 mars à la Commission du Travail et de l'Echange, le 5 avril, à la Commission des Finances.

(3) Frankel était d'origine hongroise.

(4) Le 21 avril, Pyat faisait à la Commune une déclaration écrite, où il refusait impérativement de reconnaître comme légitime l'élection de ceux ayant reçu moins de 1/8 de voix. On passa purement et simplement à l'ordre du jour, car la Commune avait décidé, vu la gravité du moment, de ne prendre en considération aucune démission. F. Pyat se considérait ainsi comme déchargé de son mandat, mais ses électeurs exigèrent qu'il restât à son poste.

les peuples, à tous les ouvriers, et particulièrement aux ouvriers allemands, que la Commune de Paris n'a rien de commun avec la fameuse commune rurale allemande. En tout cas, vous aurez ainsi rendu un grand service à notre cause.

Salut cordial de votre dévoué,

L. F.

N° 16.

V. Schily à Karl Marx

Paris, le 29 avril 1871.

Cher Marx,

Tu avais exprimé, il y a quelque temps, le désir de te procurer les rapports du ministère de l'Agriculture d'ici sur la situation de l'agriculture en France. Comme on le sait, ces rapports étaient alors tellement chers et volumineux, que nous ne pouvions pas songer à les acheter. Mais, aujourd'hui, si tu voulais venir ici, tu pourrais confortablement jouir de ces comptes rendus, ainsi que tout ce qui s'y rapporte, dans le cabinet respectif de la bibliothèque du ministre de l'Agriculture lui-même, qui est justement Léo Frankel. Celui-ci, coiffé de son képi, est très à l'aise dans le fauteuil tapissé de soie verte de son impérial prédécesseur, dont il occupe aussi les anciens appartements.

Cette idée m'est venue dernièrement, un jour, où j'ai rendu visite à Léo Frankel, à l'endroit ci-dessus mentionné. Pendant que je fumais mon cigare, assis moi aussi dans un fauteuil tapissé de soie verte, je contemplai les étagères d'une bibliothèque qui longeaient les murs. Tu pourrais aussi faire d'intéressantes études dans les autres ministères et les bibliothèques d'Etat. Mais il faudrait te dépêcher, car je crains fort que la Commune ne tiendra pas longtemps.

Le *Vengeur* (1) du 18 février a publié de remarquables extraits du registre d'état civil pour démasquer Jules Favre comme faussaire; tu pourrais te faire procurer ce numéro par le porteur du présent.

Je suis pressé.

Ton,

SCHILY.

(1) Le *Vengeur*, organe de F. Pyat paraissant à Paris. Fut interdit le 11 mars 1871 par ordre du général Vinoy. Reparut le 13 mars. Cessa d'exister après la chute de la Commune.

N° 19.

Hermann Jung à Karl Marx

[Londres], le 1^{er} mai 1871.

Dear Marx (1),

Un jeune homme qui est arrivé ce matin de Paris m'a apporté une lettre de Mme *Tomanowky* (2), et il en avait une très grande de Serrailier à sa femme; je lui ai dit de mettre cette dernière à la poste et, au reçu de ce mot de billet, vous pourrez envoyer chez Mme Serrailier pour la lettre.

Celui qui a apporté ces lettres, désirait vous voir et comme il n'a rien à vous communiquer, mais que son seul désir paraît être de vouloir vous éclairer sur la question sociale, notamment sur la question à Zurich où, il paraît, sortiront les premières idées régénératrices (j'oubliais de vous dire que le bonhomme en question est Zurichois, qu'il est collaborateur d'un journal très important de... (3), je lui ai dit que vous ne seriez chez vous qu'à partir de mercredi. Comme il pense se fixer ici, pour quelques mois, au moins, vous n'y perdrez rien.

Remember (4) *to Madame Marx.*

Fraternally yours (5),

H. JUNG.

(1) Cher Marx.

(2) Voir la lettre de *Tomanovsky* à Jung, datée du 24 avril 1871.

(3) Lacune et points de suspension dans l'original.

(4) Mes salutations à Mme Marx.

(5) Fraternellement à vous.

N° 20.

Extrait de la lettre de Jenny Marx au docteur Kugelmann

Londres, le 12 mai 1871.

Cher docteur,

Vous ne pouvez vous imaginer combien les événements de France ont fait souffrir mon mari, mes filles et nous tous. D'abord la terrible guerre et maintenant le deuxième siège de Paris, plus terrible encore. La mort de Flourens, de ce brave d'entre les braves, nous a profondément émus. Et voilà que se déroule maintenant la lutte désespérée de la Commune, à laquelle prennent part tous nos meilleurs et nos plus vieux amis. Le défaut de direction militaire, la méfiance, toute naturelle, envers tout ce qui est « militaire », la malencontreuse immixtion des journalistes, des chevaliers de la phrase tels que Félix Pyat, les dissensions, l'irrésolution et les actes contradictoires qui s'ensuivent nécessairement, tous ces maux, inévitables dans un mouvement si hardi et si jeune, eussent été certainement surmontés par le noyau de ces braves ouvriers, conscients et pleins d'abnégation. Mais il me semble qu'à présent tout espoir est perdu depuis que Bismarck, se faisant payer par l'or allemand, a livré non seulement tous les prisonniers, mais aussi tous les ouvrages fortifiés (1), aux canailles françaises de l'ordre, dont chacune incarne quelque infâme crime civique. Nous sommes à la veille d'un second massacre de Juin (2)...

Dès que le Maure (3) aura mis au point son adresse pour l'Internationale, il vous écrira.

Votre,

JENNY MARX.

(1) Dans sa lettre du 12 juin 1871 au professeur Beesly, Marx annonce que le 11 mai, c'est-à-dire 17 jours avant la défaite de la Commune, il a envoyé à Paris tous les détails du traité secret entre Bismarck et Favre à Francfort. Marx tenait cette information de source sûre.

(2) Il s'agit de l'insurrection de Juin des ouvriers parisiens en 1848. Elle fut noyée dans le sang par le général Cavaignac.

(3) Marx.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté. — Égalité. — Fraternité

Association Internationale DES TRAVAILLEURS

CONSEIL FÉDÉRAL DES SECTIONS PARISIENNES

Chambre Fédérale des Sociétés ouvrières

TRAVAILLEURS.

Ces longues nuits de veuve, une catastrophe qui semble devoir entraîner la ruine complète de notre pays, tel est le bilan de la situation créée à la France par les gouvernements qui l'ont dominés.

Auons-nous perdu les qualités nécessaires pour nous relever de cet abaissement? Sommes-nous dégoûtés au point de subir avec résignation le despotisme byzantin de ceux qui nous ont livrés à l'étranger, et de ne retrouver d'espoir que pour rendre notre ruine irréversible par la guerre civile?

Les derniers événements ont décapité la force du peuple de Paris, nous sommes convaincus qu'une entente fraternelle démontrera bientôt sa sagesse.

Le principe d'entente est désormais impératif pour établir l'ordre dans la rue, pour faire rentrer le travail dans l'atelier, et cette impuissance est sa négation.

L'insolabilité des intérêts a créé la ruine générale, engendré le régime anormal à quoi nous sommes livrés, et la seule voie qui nous reste pour échapper à ce régime est de demander d'urgence l'ordre sur de nouvelles bases, de réorganiser le travail qui est sa condition première.

TRAVAILLEURS.

La révolution commença à s'écarter de son principe, elle devint toute cause de conflit dans l'avenir. Méfions-nous à bon droit votre réaction d'habités!

L'indépendance de la commune est le gage d'un contrat dont les classes libéralement débattues feront cesses l'antagonisme des classes et le sentiment l'égalité sociale.

Nous vous recommandons l'organisation des travailleurs et les délégués communaux en en la parole, car elle doit servir à ce qu'elle est le moyen de défendre ses droits, de contrôler et de surveiller l'efficacité de ses mandataires chargés de la gestion de ses intérêts, et de déterminer l'application progressive des réformes sociales.

L'existence de chaque commune est en son caractère oppressif à ses revendications et affirme la République dans la plus haute expression.

TRAVAILLEURS.

Nous avons combattu, nous avons agité à souffrir pour notre principe égalitaire, nous ne saurions reculer devant ce que nous pouvons aider à entre la première pierre de l'édifice social.

Qu'avez-vous donc obtenu?
L'organisation de Créteil, de Vincennes, de l'Association des d'aux ou Travailleurs la valeur intégrale de ce travail!

L'interdiction gratuite, laïques et laïque.
Le Droit de Résistance et d'Association, la Charte des droits de la Presse, celle de citoyens.

L'organisation au point de vue municipal des services de police, de force armée, d'hygiène, de statistique, etc.

Nous avons été déçus de nos gouvernants, nous nous sommes laissés prendre à leur jeu, alors qu'ils expriment et représentent tout à fait les intérêts des Français dans leur existence.

Approuvez le peuple de Paris en disant, il se refuse à se voir d'habits dirigés par le procureur, et dans les sections municipales, prend-il un caractère dont il est lui-même l'auteur, il se rappelle que le procureur qui prétend à l'organisation d'un groupe, d'une association, est le maître qui doit gouverner la société entière, et comme il représente tout administrateur, président imposé par sa position et son état, il représente tout maître, tout maître imposé par un gouvernement dévoué à ses intérêts.

Il défend son droit suprême de voter d'une Association de notre maître dans sa ville et de constituer comme il lui convient ses délégués sans prétendre l'imposer aux autres.

Dimanche 25 mars, nous nous sommes réunis, le peuple de Paris tiendra le honneur de voter pour la Commune.

Les Délégués présents à la Séance du mardi 23 mars 1871 :

Georg Hébert des ordres primaires et l'école des travailleurs

Charles Hébert des écoles sociales

AUBRY (Maurice) BARRON
BOUCOT
CHAUVES-FIGURES
COIFFÉ
DEBAY
A. DUCHÈNE
DUPUIS

LÉO FRANCE
E. GOUILLÉ
LAFITEAU
LIMOUSIN
MARTIN LÉON
ROSTAN
CH. ROCHAT

CAMELPRAT
GOSLAKES
EVETTE
GALAND
HARR
HAMEY
JANET
J. LALLEMAND

LAZARE LEVY
BENOY
EUGÈNE FOTTELLER
BOUVETRAILLÉ
ROUILLER
A. THÉSE
VÉRY

1871 - L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS - 1871

Manifeste électoral du Conseil fédéral des sections parisiennes de l'A.I.T.

N° 21.

Eugène Dupont à Karl Marx

[Manchester, mai 1871.]

Mon cher Marx,

J'ai bien regretté de n'avoir pu aller au Conseil, lorsque j'étais à Londres. Je regrette non moins vivement de n'avoir pu aller vous faire mes adieux. Je vous prie de m'excuser auprès de Mme Marx. Mon *patron* est arrivé le lundi soir et m'a enlevé le mardi à midi.

Comment vont vos demoiselles et Lafargue?

Avez-vous reçu de nouvelles de Serrailier?

Mon ami, l'homme *aux cheveux gris*, a reçu le matin une lettre de son fils qui est capitaine d'état-major avec Eudes. Je viens de lui écrire. Je pense que nous aurons là un moyen de correspondre sous le couvert d'un M. de Givry, leur cousin.

Si vous avez quelque chose à faire passer, envoyez-le moi. Je lui ai dit l'ignorance où nous laissait la Commune, et je lui demande des renseignements exacts.

Bien à vous,

EUGÈNE DUPONT.

N° 22.

Eugène Dupont à Frédéric Engels

Manchester, le 29 mai 1871.

Mon cher Engels,

Il est tout à fait impossible que devant ce massacre de la population ouvrière de Paris, le Conseil général reste dans l'inaction, déjà tous les gouvernements sont prêts pour l'extradition de ceux qui pourront s'échapper! Il faut que nous fassions le jour aussi grand que possible, afin que les trade-unions ne se laissent pas entraîner par la réaction! Je crois qu'une adresse devrait être faite à tous les ouvriers et, comme aucun journal ne voudrait l'insérer, il faudrait la faire imprimer nous-mêmes et lui donner la plus grande publicité. Répondez-moi ce que vous en pensez, car jeudi prochain, j'irai au Conseil de Manchester et Oxford et je voudrais pouvoir leur dire que le Conseil peut quelque chose; je me charge, si vous faites ce que je propose, d'aller la remettre à toutes les sociétés d'ici, le jour de leur réunion. Je suis malade et abattu, car la férocité des bourgeois dépasse tout ce que l'imagination la plus fanatique pouvait inventer (1). Mais mon énergie reviendra, j'en suis sûr, par la haine que m'inspire cette classe maudite. Dans quelques jours, mes enfants seront placés, je l'espère, alors je pourrai être tout entier à la vengeance ou plutôt à la Révolution.

A vous de cœur,

EUGÈNE DUPONT.

(1) L'armée de Versailles, sous le commandement du général Gallifet, usa de représailles féroces contre les communards parisiens dont plus de 30.000 furent tués et 45.000 emprisonnés. Après la « victoire », Thiers envoya des télégrammes à ses préfets où il communiquait : « Le sol est jonché de cadavres. Que cet horrible spectacle serve de leçon. » La terreur sanglante avait fait 100.000 victimes.

N° 23.

Eugène Dupont à Karl Marx

[Manchester, début de juin 1871.]

Mon cher Marx,

Si vous ne pouvez m'envoyer la copie de l'Adresse en français, envoyez-moi celle en anglais, je ferai de mon mieux pour la traduire. Car il faut faire vite.

Ajoutez-vous le nom de Applegarth (qui présidait la séance où votre Adresse fut votée), au nom des secrétaires?

A vous de cœur,

EUGÈNE DUPONT.

N° 24.

F. A. Sorge à Karl Marx

Hoboken, le 8 juillet 1871.

Très estimé monsieur Marx,

Reçu les 11 exemplaires de l'Adresse du Conseil général sur la Commune, mais ce nombre ne suffit même pas pour toutes les sections. Veuillez m'envoyer ou faire envoyer par retour du courrier au moins 20 exemplaires de cette même Adresse pour que nous puissions faire face aux besoins les plus pressants. Prière *d'en indiquer le prix*, afin que je puisse vous faire parvenir le montant aussi rapidement que possible.

Dimanche dernier, nous avons eu une nombreuse réunion générale de la section locale pour commémorer les massacres de Juin et la Commune. Beaucoup de monde y assista.

Un rapport suivra bientôt.

Très sincèrement.

Votre,

SORGE.

Boîte 101, Hoboken, N.J.

N° 25.

Paul Lafargue à Karl Marx

Luchon, le 1^{er} août 1871.

Mon cher Williams (1),

Vous ne sauriez croire combien je suis ennuyé d'apprendre que le manifeste (2) n'a pas encore été traduit en français, et que la traduction en a été confiée à des Belges, vous devriez savoir que le français du Belge cela peut être du belge, mais pas du français. Comment se fait-il, quand vous aviez auprès de vous Auguste (3) et une foule d'autres, vous ne l'avez pas fait traduire sous vos yeux. Il y a longtemps que je me serais offert pour la traduction, mais comment vous supposer capable d'une boulette pareille? Dans le cas où il ne serait pas imprimé, je m'offre à le traduire et je me fais fort de tout terminer en quelques jours. D'ailleurs, pourquoi ne vous êtes-vous pas adressé directement à un libraire de Paris — Chevalier de la rue de Richelieu, qui a déjà publié plusieurs procès de l'Internationale, et qui ambitionnait de devenir l'éditeur officiel de l'Association? Sûrement, il se chargerait de faire une édition française qui serait enlevée comme des petits pâtés; dans le cas où il refuserait de peur de démêlés avec le gouvernement, on pourrait s'adresser à Lacroix de la Librairie internationale. Comme ils ont une maison à Bruxelles et qu'ils ont une certaine influence, eux sûrement n'auront pas peur. Faites promptement ces démarches au nom du Conseil, et je m'offre à faire la traduction. Je vous enverrai la copie au fur et à mesure pour que vous puissiez la corriger.

Dans l'édition française, ou dans une nouvelle édition anglaise, vous feriez bien de citer en note la curieuse lettre à Susane (4) que tout le monde ne connaît pas et qui vaut son pesant d'or.

Voici une affaire que vous devriez essayer d'éclaircir. Il paraît que, grâce aux nouvelles démarcations des provinces cédées, une grande partie des forges françaises de l'Est iront à l'Allemagne, les autres forges qui restent en sont d'autant plus contentes qu'elles sont débarrassées de leur concurrence, qui était d'autant plus grande, que les forges cédées étaient les mieux outillées. Thiers, vous le savez, est possesseur de forges de l'Est, il faudrait savoir si les siennes n'ont pas acquis une autre valeur par le fait de cet arrangement, vous le savez, c'est à cause de ses forges qu'il était protectionniste. On pourrait dénoncer le fait en France. Les journaux légitimistes et bonapartistes commencent à lui faire une rude guerre, il faudrait peut-être leur souffler le fait.

Vous pourriez du même coup essayer de faire connaître en France le travail d'Urquhart, les journaux bonapartistes sûrement s'empresseraient d'en profiter pour remettre Thiers, le sauveur de

la France, à sa véritable place. Il faudrait faire tourner les attaques impitoyables contre Favre, contre Thiers; je crois que ce serait bien facile du jour où Favre sera obligé de lâcher ce portefeuille qu'il aime plus que l'âme de son Dieu.

Je n'ai pas encore eu occasion de vous parler du manifeste; mais je dois vous dire que de tout ce que j'ai lu de vous, c'est le plus fort. Vous êtes parvenu à faire vibrer toutes les cordes populaires. Les éloges des journaux anglais, même de Bradlaugh, Holyoake, Mazzini, ont dû vous gêner sous ce rapport; aussi, je ne vous en fais plus.

Mais en revanche, je dois vous avouer que la dernière phrase de votre lettre au Pall-Mall a été loin de nous produire le même

(1) A. Williams pseudonyme dont K. Marx se servait dans sa correspondance avec Nicolas-on et d'autres personnalités au cours des années 1871-81.

(2) Il s'agit du manifeste *La Guerre civile en France* de K. Marx adopté par le Conseil général le 30 mai 1871. Ce document fut publié en français quelque temps après les éditions anglaise et allemande et dénaturé par les traducteurs. Il parut tout d'abord dans la *Liberté*, publiée à Bruxelles. Ensuite, à la fin de 1871, sous forme de brochure. Elle fut imprimée chez la veuve de Treitz à Bruxelles. Cet ouvrage classique de K. Marx fut longtemps presque inconnu en France. En 1900, Charles Longuet en fit une nouvelle traduction qu'il publia à Paris la même année dans la *Bibliothèque des doctrines socialistes*, mais il sauta plusieurs passages importants et dénatura le texte de Marx. Il changea même le titre et au lieu de *la Guerre civile en France*, il mit *la Commune de Paris*. Une nouvelle édition intégrale, préparée par l'Institut Marx-Engels-Lénine, a été publiée par le *Bureau d'Éditions*, Paris.

(3) Il s'agit de Serrailleur.

(4) Dans *la Guerre civile en France*, K. Marx dit que les Jules Favre, les Gambetta et autres reconnaissaient se défendre nullement contre les soldats prussiens, mais contre *les ouvriers parisiens*. Comme preuve, Marx proposait de lire la lettre du commandant en chef de l'artillerie de Paris, grand-croix de la Légion d'honneur, Alphonse Guidod, au général de division Susane. Lafargue la proposait comme note :

« Mon cher Susane,

« Je n'ai pas trouvé au nombre des jeunes auxiliaires, votre protégé Hetzel, mais seulement un M. Hessel. Est-ce de celui-là qu'il s'agit?

« Dites-moi franchement ce que vous désirez, je le ferai. Je le prendrai à mon état-major, où il s'embêtera, n'ayant rien à faire, ou bien je l'enverrai au Mont Valérien, où il courra moins de danger qu'à Paris (ceci pour les parents) et où il aura l'air de tirer le canon parce qu'il le tirera en l'air, selon la méthode Noël. [Noël, commandant du Mont Valérien.]

« Déboutez-vous, la bouche, bien entendu.

« A vous,

Guidod ».

effet (5). Je me garderais bien de vous dire toutes les réflexions qu'elle nous a suggérées, vous en seriez fâché.

Nous vous remercions de votre gracieuse invitation, mais nous ne savons encore ce que nous ferons.

Je vous en prie, essayez de me donner des nouvelles de Jaclard et de sa femme.

Mes amitiés à Rochat, à Auguste, à Vaillant, dont la mère doit être bien heureuse, à Engels, en un mot à tous les amis de là-bas. Mais ne m'oubliez pas auprès de Mme Williams et d'Hélène.

Je vous serre la main,

TOOLE.

(5) Il s'agit de la phrase finale de la lettre de K. Marx en date du 30 juin, au rédacteur du *Pall-Mall*, Grainvoud, qui traitait de diffamatoire l'accusation lancée par Marx contre Favre et consorts dans la *Guerre civile en France*, Marx écrivait : « Ce n'est pas de ma faute si vous êtes aussi insolent qu'ignorant. Si nous vivions sur le continent, j'exigerai réparation d'autre façon ». Marx explique sa tactique à Kugelmann dans sa lettre du 27 juillet 1871 : « Tu seras certainement étonné que je sous-entende le duel dans ma lettre au *Pall-Mall*. C'était très simple. Si je n'avais pas fourni à l'éditeur matière à quelques plaisanteries bon marché, il aurait étouffé l'affaire. Mais ainsi il est tombé dans le piège et a fait ce qu'il me fallait. Il a reproduit textuellement du Manifeste de l'Internationale l'accusation contre les Jules Favre et consorts ». Le *Pall-Mall* était un journal conservateur du soir paraissant à Londres depuis 1865.

N° 26.

Charles Keller à Léo Frankel

Bâle, le 12 octobre 1871.
KLYBECKSTRASSE, 68.

Mon brave Léo, que je réponde enfin à ton excellente lettre.

Mon inquiétude à ton égard n'a cessé que le jour où j'ai trouvé ton nom parmi ceux des nouveaux membres du Conseil général (1).

Le délégué pour la Hollande est-il notre Rochat (2)? Si ce n'est pas lui, dis-moi ce qu'il est devenu. Depuis que je l'ai vu pour la dernière fois le mercredi à la mairie du XI^e, je ne sais plus rien de lui.

J'ai été blessé à la cuisse le jeudi soir vers 6 heures à la barricade du Château-d'Eau, abandonnée depuis une heure par les francs-tireurs d'un commandant dont le nom se termine en *on* [Bisson] et dont un vieux fédéré et moi, accompagnés de 5 autres, entraînés par notre exemple, nous voulions sauver les deux canons. C'était insensé, car nous étions complètement dominés par le feu des tirailleurs versaillais, qui occupaient toutes les maisons de la place jusqu'aux toits. Aussi, dûmes-nous nous retirer au bout de quelques minutes de fusillade derrière nos pavés. Quand je partis, nous étions encore deux, le vieux et moi, les autres avaient disparu. Je filai sous une grêle de balles, dont une me traversa la cuisse non loin de l'anus et de cul à face; blessure peu glorieuse comme tu vois. Elle ne fut non plus très dangereuse. Le médecin de l'ambulance voisine me déclara, cependant, que si je continuais à me tenir sur ma jambe, la plaie risquait de devenir cancéreuse. Le lendemain matin, après une nuit de fièvre, voyant que les balles tombaient devant l'hôtel où j'étais, que, par conséquent, notre refoulement devenait définitif et irrévocable, je crus pouvoir songer à sauver ma patte. J'avais une chance, celle de parvenir à la maison d'un de mes amis, sise tout près de la barrière du VIII^e.

J'entraînai avec moi mon ami Würth, juge d'instruction de Rigault, et nous arrivâmes chez l'ami en question 20 minutes avant la prise de la barrière du Trône (3). Depuis ce moment, 5 perquisitions sont venues nous troubler sans succès dans notre retraite, où les journaux m'apprenaient ta mort, celle de Vaillant et de bien d'autres, heureusement échappés.

Un mois après, guéri de mon coup de feu, je traversais Paris à pied, rasé de frais, et je prenais mon billet pour Avricourt. Mon faux passeport alsacien ne me fut pas même demandé. Würth partit le même jour par la voie de Besançon et, quelques jours

après, nous nous retrouvions à Bâle, où vint peu de temps après le cit [oyen] Rogeard. — Et voilà. Demande à Vaillant ou à Lissagaray ce qu'est devenu La Rochette. Quand je suis revenu blessé, il m'a rencontré et m'a pris mon fusil et mes cartouches. J'espère qu'il ne lui en sera pas advenu malheur. S'il vit et est avec vous, fais-lui mes meilleures amitiés. Constant Martin est-il sauvé ? — Qu'est devenu Bertin ? Et Delacour, et Franquin, et tant d'autres ? — Dis-moi des noms, des noms de revenants.

Je traduis en ce moment un ouvrage de micrographie allemande, de sorte qu'il m'est impossible de reprendre le *Capital* avant quelques mois. Mais je m'y remettrai bientôt.

Quant à aller en Angleterre, je n'y saurais songer. Mes ressources sont du dernier précaire. Plus tard, oui.

Salue bien le citoyen Marx, et prie-le toujours de refaire le 1^{er} chapitre de son 1^{er} volume; sinon, je le menace de le traduire tel quel.

Salut et fraternité,

CH. KELLER.

(1) Keller pouvait lire le nom de Frankel parmi les membres du Conseil général de la 1^{re} Internationale qui signèrent le Manifeste *La Guerre civile en France*. Léo Frankel le signa en qualité de secrétaire-correspondant pour l'Autriche et la Hongrie.

(2) Charles Rochat signa le Manifeste comme délégué de la Hollande.

(3) Les Versaillais occupèrent la porte du Trône le 27 mai.

APPENDICES

N° 1.

Richard Reinhardt à Karl Marx

Paris, le 1^{er} mai 1871.

Cher ami,

Il n'est pas facile d'écrire au milieu de cette excitation incessante, mais néanmoins je vous faisais, sous pli fermé, parvenir à tous, pendant les meilleures journées, un journal relatant les événements, à l'adresse d'Engels. C'est ce que j'ai fait encore la dernière fois avant-hier, après la manifestation des francs-maçons (1) qui fut chargée à coup de bombes et qui, hier soir, après une autre manifestation « pacifique », très nombreuse, des provinciaux habitant Paris, fut suivie du plus « brillant » bombardement du Mont-Valérien (2) avec des bombes incendiaires contre une partie des maisons du quartier des Ternes à l'intérieur des fortifications. D'immenses incendies furent allumés, toute la ville fut effrayée par la violente canonnade. Cela est à notre avantage, puisqu'il a jeté dans nos bras une autre partie considérable des indifférents, en montrant tout à coup à leurs yeux indignés les cannibales de Versailles à l'œuvre, tandis que les autres s'amusaient poliment de cette nouvelle preuve tangible de la rage impuissante de Thiers. Le bonhomme voulait absolument remporter au moins un de ces jours, avec sa superbe armée, une victoire sur la « petite poignée » des « insurgés » de Paris — victoire qu'il annonçait comme définitive et prochaine, depuis 4 semaines, à cor et à cri, comme un spectacle de cirque ou de théâtre. Il avait besoin d'une réclame pour les élections municipales de la veille en France. Mais il doit prendre patience. Malheureusement nous aussi, nous devons aussi patienter un peu, les révolutions décisives plus ou moins imminentes d'autres grandes villes se faisant pour le moment attendre. Mais elles ne tarderont pas à éclater. En attendant, nos admirables héros nationaux de Belleville et d'ailleurs font de leur mieux pour maintenir au moins le *statu quo*, fermement résolus à donner au besoin le coup de grâce à l'armée impériale à Paris même, derrière les barricades, si cette armée savait pénétrer dans la ville par les fortifications. Pendant ce temps, les réacs, qui ne sont pas tous devenus tôt ou tard des francs-fleurs (3), seront désarmés l'un après l'autre, d'autant plus sûrement, que nous nous sommes débarrassés maintenant de l'équivoque Cluseret. Donc, toujours bravement de l'avant! Ça ira!

Ci-joint une lettre pour Monsieur Ruegg de Winterthur qui vous y trouvera et à qui j'ai promis de la lui faire tenir ici. Mais il était déjà parti hier matin tout à fait inopinément, quand je suis venu lui rendre visite. Veuillez lire cette lettre non cachetée pour Daly, si cela vous intéresse.

Je vous prie, vous et Engels, de nous donner signe de vie; ma femme le souhaite autant que moi. Elle se joint à moi pour envoyer des salutations les plus cordiales et les plus sincères, à vous, aux superbes chers êtres, petits et grands, en y joignant des baisers les plus chaleureux de la petite Juliette.

Je vous envoie la présente lettre à l'adresse que m'a donné Schily. Je pourrais aussi l'envoyer par l'entremise d'Engels, étant donné que des lettres adressées directement de chez nous à votre nom redoutable passeraient certainement au cabinet noir de Versailles pour ne plus en ressortir.

Faut-il vous attendre en personne comme Schily nous le fait espérer? Ce serait le plus beau tour que vous puissiez nous jouer. Nous aurions tant à causer! Mais pour le moment, par mesure de prudence, ne rendez pas encore la vie trop dure à ce pauvre Bismarck en Allemagne. Cela viendra après.

Cordialement dévoué,
Votre vieux,

REINHARDT.

(1) Le 26 avril, 2.000 francs-maçons manifestèrent devant le siège de la Commune et furent bombardés par les Versaillais. Les francs-maçons voulaient porter le désarroi dans les rangs des communards et proposaient de signer la paix avec Versailles. Le 29 avril une deuxième manifestation plus nombreuse alla, avec les représentants de la Commune, planter les drapeaux francs-maçons sur les fortifications de Paris. A 5 h. 30, le feu cessa et les francs-maçons envoyèrent 3 délégués à Versailles. Mais le lendemain matin la bataille reprit de plus belle et les drapeaux des francs-maçons furent déchiquetés par le feu des Versaillais. Le 2 mai ils emportaient leurs drapeaux et trahissaient leur promesse de défendre Paris aux côtés des communards.

(2) Le fort du Mont Valérien, sur la rive gauche de la Seine, à l'ouest de Paris, se trouvait aux mains des Versaillais.

(3) Franc-fleur, espion travaillant volontairement à Paris à la solde de Versailles.

N° 2.

Eugène Oswald à Karl Marx

[Londres], le 28 mai 1871.

Cher ami,

En union complète avec vous, je m'empresse de me mettre à votre disposition en vue d'une action commune à laquelle je serai heureux de contribuer, dans la faible mesure de mes forces, pour atténuer le désastre.

Le coup est formidable. Sa portée dépasse la Commune. Bismarck et Versailles veulent revenir à la situation d'avant 1789.

Je crains fort que notre carrière ne tire à sa fin. Sauver ce qui peut être encore sauvé et influencer ainsi l'avenir par l'éducation, telles sont les tâches que nous pouvons encore nous assigner.

J'ai blâmé le coup du 18 mars — encore que je sois, depuis, arrivé à la conclusion que ce coup était presque inévitable — seule l'adresse politique et d'habiles manœuvres eussent pu le prévenir, mais à Paris les masses et les chefs populaires ne possédaient pas et ne pouvaient posséder ces qualités. J'ai prévu la défaite comme une conséquence inéluctable, je l'ai prédite, j'ai mis en garde en temps utile contre l'approche de la réaction. Je me suis donné inutilement du mal ici et en France pour obtenir un accord à l'amiable. Ce que je saluais dans le mouvement de la Commune, ce fut sa tendance à la liberté municipale et son hostilité à l'égard de la domination tyrannique de la majorité d'un suffrage universel et égal, à mon point de vue forcément stupide. Ces tendances me paraissent pleines de promesses pour l'avenir. Je me réjouissais aussi de sa tendance contre le patriotisme absurde et la sécheresse de cœur du sac d'écus. Mais dans bien des cas j'ai dû définir les procédés des chefs comme inadéquats ou comme absurdes, sans oublier que des faits analogues se produisent dans tout grand mouvement. Je ne saurais justifier ni le meurtre du début des deux généraux, ni l'incendie de Paris, même si la Commune l'avait ordonné, mais cela n'a pas plus été établi que l'incendie de Rome par les chrétiens ou par Néron.

Tel est mon point de vue.

Que doit-on faire alors?

D'abord, il faut résister aux demandes d'extradition (1). A cet effet, j'ai fait écrire hier soir au *Pall Mall Gazette* une lettre par un juriconsulte anglais et aujourd'hui une lettre analogue par un autre ami anglais au *Standard* (2). Avec les deux, j'ai discuté à fond la teneur des lettres.

Lisez le papier inclus dans cette enveloppe. Pour que vous le compreniez bien, je vous dirai que cette lettre est le résultat d'une récente discussion au cours de laquelle j'ai reproché aux Prussiens d'avoir usé leur métier de sbires au profit des Russes, ce que l'auteur du papier ci-inclus justifiait auparavant. Comme on le voit, cet auteur n'est nullement radical en politique. Mais il est des choses qui provoquent l'indignation même des juriconsultes, ces hommes calmes et en apparence sans cœur. Les Versaillais ont vraiment dépassé la mesure. Rien de ce que l'on peut reprocher à la Commune ne saurait justifier les horreurs des Versaillais. Même pas les incendies, à supposer que cela est démontré, car la Com-

mune était l'insurrection, alors que les Versaillais étaient le gouvernement placé au-dessus des partis et qui est tenu à l'impartialité de juge. C'est comme si au tribunal le juge quittait l'estrade pour empoigner l'inculpé et engager avec lui un corps à corps.

Quant à l'original de la lettre, je l'ai expédié hier soir à Bertin, correspondant de Londres de *l'Indépendance belge* (3). Elle a été réceptionnée par ses deux fils. Ils sont avec moi de cœur et d'esprit.

Depuis trois jours, *l'Echo* (4) est avec nous. Le journal a raison en disant que l'on n'aurait pas dû pousser les hommes au désespoir. C'est dans ce sens que je m'emploie auprès de l'Association internationale des travailleurs.

J'attends pour cet après-midi un ami français, rentré récemment de Saint-Denis. Il connaît le duc de Wellington et pourrait, en accord avec nous, exercer une influence sur les cercles aristocratiques où l'on s'occupait à secourir les Français nécessiteux.

Je ferai tout ce qui est faisable. Ne dites pas que cela est inutile, car bien peu peuvent venir jusqu'ici, la traversée étant par trop difficile pour eux. D'abord viendront quelques-uns et puis l'exemple de l'Angleterre influencera puissamment la Suisse.

Tous ceux qui arrivent ici devraient aussitôt changer de nom, en attendant que l'orage soit passé. Il faudrait autant que possible aider le gouvernement anglais à fermer un œil.

Il va de soi que c'est avec plaisir que je rendrai service à tous ceux que vous m'aurez recommandés.

J'eusse voulu que, d'ici là, on donne sur les doigts au chauvin Kircher qui s'est comporté comme un nigaud et comme un faux Français.

Il faut me dépêcher. Kern me presse. Prière d'interpréter dans le sens le plus favorable le contenu de la présente lettre, peut-être maladroitement tournée, mais qui est pleine de bienveillance. Mon cœur est tout entier avec vous et une bonne partie de ma tête.

Votre,

E. OSWALD.

P.-S. — Est-ce que je puis garder encore quelques jours la *Fortnightly* (5) ? Collet peut écrire dans notre sens.

(1) Le gouvernement de Thiers exigea par une note aux autres gouvernements des répressions rigoureuses contre les membres de la I^{re} Internationale et l'extradition des militants de la Commune. En réponse à cette note, le gouvernement suisse procéda à une série d'arrestations, et les gouvernements d'Espagne et de l'Italie fermèrent leurs frontières aux fuyards.

(2) *Standard*, journal conservateur londonien. Edition du soir, *Evening Standard* paraissait depuis 1827 et celle du matin depuis 1857.

(3) *L'Indépendance belge*, journal libéral de Bruxelles.

(4) *L'Echo*, journal boulevardier, paraissant de 1868 à 1905 à Londres.

(5) *Fortnightly Review*, fondée en 1865 à Londres.

FTW 200 10 VIII 69

N° 3.

Envels ?

P. Müller à Karl Marx

[Premiers jours de juillet 1872.] ⁸³

Citoyen,

Les persécutions contre les socialistes révolutionnaires ont pris, durant ces deux dernières années, un caractère des plus aigus. Sur tous les points de l'Europe, la réaction triomphante a tenté de paralyser les efforts faits par les socialistes pour délivrer le monde des injustices et des iniquités de la société actuelle. Le gouvernement de la République française, ni plus ni moins qu'un simple tsar ou une reine d'Angleterre, s'est distingué par sa cruauté dans les différents procès contre les socialistes à Montceau-les-Mines, à Lyon, à Paris et à Moulins. Cependant, les condamnations prononcées dans ces divers procès n'avaient pas encore égalé la gravité de celles qui viennent d'être prononcées tout récemment à Paris. La citoyenne Louise Michel, dont l'abnégation et le dévouement à la cause du prolétariat sont partout et depuis longtemps connus, a été condamnée à six ans de réclusion, et deux de ses amis n'ont pas été frappés moins cruellement. Ces condamnations révoltantes ne peuvent et ne doivent pas nous laisser silencieux. C'est pourquoi la section française du Club international socialiste a pensé qu'il était du devoir de tous les socialistes résidant à Londres de protester énergiquement contre les condamnations infâmes qui frappent nos amis de Paris. Nous vous prions donc, citoyen, de bien vouloir assister à la réunion qui aura lieu dimanche 8 juillet, à 11 heures du matin, au Club international, 15, Poland Street, W., à l'effet de discuter sur le caractère que doit revêtir la protestation que nous voulons faire et sur les moyens à prendre pour la rendre plus imposante. Nous sommes convaincus, citoyen, que vous ne manquerez pas d'affirmer votre solidarité avec les victimes de l'ordre bourgeois en nous prêtant votre concours dévoué.

Salut et solidarité.

Pour la Commission provisoire et par son ordre :

Le secrétaire,

P. MÜLLER.

29, Upper Charlton str., Fitzroy sq., W.

1) 1883: Montceau-les-Mines (grève des mineurs etc) 23 condamnés

2) Louise Michel: dévouement à l'Éprouvée des invalides, mars 1883

3) 8 juillet 1883 = dimanche

8 " 1872 = "

8 juillet 1871 = Samedi!



INDEX DES NOMS CITÉS

- APPLEGARTH, Robert (1834-1924). — Menuisier, secrétaire général du syndicat unifié des charpentiers et menuisiers. Membre du Conseil général de l'Internationale après 1868. — P. 45.
- AUBRY, Emile-Victor (né vers 1830). — Imprimeur-lithographe, proudhonien de gauche. Membre du Conseil fédéral des sections parisiennes de l'Internationale. Militant connu de la Fédération de Rouen. S'enfuit à Bruxelles après la chute de la Commune. — P. 24.
- AUGUSTE. — Voir *Serrailier*.
- AUMALE, duc d' (1840-1910). — Petit-fils du dernier roi de France, Louis-Philippe. — P. 13.
- BASTELICA, André (1846-1880). — Employé de commerce, militant de l'Internationale à Marseille, membre de l'« Alliance » de Bakounine. Pendant la Commune fut directeur du service de l'Octroi. Emigra à Londres. Se rallia en 1873 aux renégats bonapartistes, A. Richard et consorts. Exclu de l'Internationale. — P. 23, 24.
- BERTIN, Frédéric-Jean-Baptiste (né en 1838). — Fondateur, membre du Conseil fédéral parisien de l'Internationale, inculpé du troisième procès de l'Internationale, participa à la Commune. — P. 50.
- BERTIN. — Correspondant de l'*Indépendance belge* à Londres. — P. 54.
- BISMARCK, Otto (1815-1898). — Hobereau prussien, homme d'Etat et diplomate. Depuis 1871, chancelier de l'Empire d'Allemagne. Ennemi juré du mouvement ouvrier et de la social-démocratie. Aida activement Thiers en 1871 à écraser la Commune. — P. 13, 27, 38, 41, 52.
- BISSON. — P. 49.
- BRADLAUGH, Charles (1853-1891). — Radical anglais, ennemi juré du mouvement ouvrier, intervint à plusieurs reprises contre l'Internationale et Marx. — P. 47.
- CHEVALIER. — Editeur parisien. — P. 46.
- CLUSERET, Gustave-Paul (1828-1900). — Ancien officier, bakouniste, « piètre aventurier », selon l'expression de Marx. Membre de l'Internationale, membre de la Commune et délégué à la Guerre. S'enfuit à l'étranger. Plus tard, nationaliste. — P. 31, 36, 37, 51.
- COLLET, Charles-Dobson. — Urquhartiste, radical. — P. 54.

- COMBAULT, Amédée-Benjamin-Llexandre.** — Ouvrier bijoutier, membre du Conseil général de l'Internationale. Pendant la Commune, directeur des impôts directs. Partisan d'une entente avec Versailles. — P. 18.
- DALY** — P. 52.
- DELACOUR, Alphonse (1839).** — Relieur, membre du Conseil fédéral parisien de l'Internationale. Condamné à 2 mois de prison au troisième procès de l'Internationale. Déporté en Nouvelle-Calédonie pour la part active qu'il prit à la Commune. — P. 50.
- DOMBROWSKI, Yaroslav (1838-1871).** — Participe à l'insurrection polonaise de 1863 et au mouvement révolutionnaire français. Général de la Commune. Lors de sa nomination comme commandant de Paris, Dombrowski fut cité par la Commune comme soldat fidèle et plein d'abnégation de la République universelle. Mort sur les barricades. — P. 36.
- DUVAL, Emile-Victor (1840-1871).** — Fondateur, blanquiste. Secrétaire du Conseil fédéral parisien de l'Internationale et inculpé du troisième procès. Membre du Comité central des 20 arrondissements et du Comité central de la Garde nationale. Membre de la Commune, de la Commission exécutive et de la Commission de la Guerre. Général de la Commune. Fait prisonnier à l'attaque de Châtillon, il fut fusillé par les Versaillais le 4 avril. — P. 18, 27.
- DUPONT, Eugène.** — Luthier, militant connu de la I^{re} Internationale, membre du Conseil général depuis 1865, secrétaire correspondant pour la France et la Belgique, participa activement aux congrès de 1865-1868. Ami et disciple de Marx. — P. 6, 9, 15, 21, 23, 43, 44, 45.
- EUDES, Emile-François-Désiré (1844-1888).** — Employé, correcteur, journaliste. Un des chefs blanquistes. Membre et général de la Commune. Après la défaite de la Commune s'enfuit en Suisse. Condamné à mort par contumace. Revint en France après l'amnistie et continua la lutte dans les rangs des blanquistes. — P. 18, 43.
- ECCARIUS, Jean-Georges (1818-1889).** — Tailleur, membre de l'Union des communistes en Allemagne. Emigré à Londres. Membre de l'Internationale depuis 1864, secrétaire du Conseil général de l'Internationale de 1867 à 1871, ensuite secrétaire pour l'Amérique. En 1871, rompit avec Marx, passa aux anarchistes et collabora à l'*Egalité*. — P. 15, 21, 25.
- ENGELS, Frédéric (1820-1895).** — Voir sa biographie dans Index du t. XIII des *Œuvres complètes* de Lénine. — P. 3, 6, 9, 10, 15, 23, 25, 44, 48, 51, 52.
- FAVRE, Jules (1809-1880).** — Avocat, vice-président du Conseil des ministres et ministre des Affaires étrangères, puis de l'Intérieur dans le gouvernement de la Défense nationale. Ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement de Thiers. Demanda les mesures les plus féroces contre les communards. — P. 5, 14, 39, 41, 47, 48.
- FLOURENS, Gustave (1838-1871).** — Journaliste blanquiste. Révolutionnaire ardent. Membre de la Commune, général commandant de la XX^e légion. Tué pendant la sortie du 3 juillet. — P. 27, 35, 41.
- FRANKEL, Léo (1844-1896).** — Ouvrier bijoutier, fils d'un docteur hongrois proudhonien de gauche, membre actif de l'Internationale en Allemagne. Emigra en France où il fut un des dirigeants de la

section allemande et membre du Conseil fédéral des sections parisiennes de l'Internationale. Membre de la Commune, membre puis délégué de la Commission du Travail et de l'Echange. Correspondant avec Marx pendant la Commune. Blessé au cours de la semaine sanglante. S'enfuit à l'étranger. Condamné à mort par contumace. Membre du Conseil général à Londres. Délégué à la conférence de Londres en 1871 et à la conférence de La Haye en 1872 où il défendit la ligne politique de Marx. Délégué et un des présidents du congrès de Gand en 1877 au nom du Parti socialiste de Hongrie. Revint en France en 1899, collabora à la presse socialiste française et étrangère. Mourut dans la misère, dans un hôpital de Paris. — P. 3, 9, 10, 20, 21, 24, 25, 28, 30, 37, 38, 39, 49, 50.

FRANQUIN. — Ouvrier lithographe de Paris, délégué au congrès de Bâle, inculpé du troisième procès de l'Internationale. Communiste. — P. 50.

GAHL, L.-Dorothee. — P. 21.

GALLIFFET, Gaston-Alexandre-Auguste, marquis de (1830-1909). — Général qui se distingua par des repréailles particulièrement sanglantes contre la Commune. — P. 44.

GAMBETTA, Léon (1838-1882). — Homme politique français de l'aile modérée des républicains. Membre du gouvernement de la Défense nationale. — P. 13, 14.

GIVRY, DE. — P. 43.

HOLYOAKE, Georges-Jacques (1817-1906). — Coopérateur anglais, radical. — P. 47.

JACLARD, Charles-Victor (1843-1903). — Publiciste, blanquiste et ami de Blanqui. Membre de l'Internationale, membre du Comité central de la Garde nationale et chef de la XVII^e légion pendant la Commune. Fait prisonnier, il s'enfuit en Suisse, puis en Russie. Après l'amnistie de 1880 revint en France et collabora au journal de Clemenceau la *Justice*. — P. 48.

JENNY. — Voir *Serrailier*.

JULIETTE. — Fille de Richard REINHARDT. — P. 52.

JUNG, Hermann (1830-1901). — Ouvrier horloger suisse, émigra à Londres après la révolution allemande de 1848. Membre du Conseil général de l'Internationale à partir de 1864 et, un certain temps, son président. Collaborateur de Marx jusqu'au congrès de La Haye en 1872 où, après avoir rompu avec Marx, il entra dans la majorité du Conseil fédéral britannique hostile aux décisions du congrès de La Haye. — P. 9, 16, 21, 23, 33, 36, 40.

KELLER, Charles (1843-1913). — Ingénieur alsacien, poète. Membre de l'Internationale et, à partir de 1868, membre de l'« Alliance » de Bakouine. Blessé sur les barricades dans les derniers jours de la Commune. Émigra. Revint après l'amnistie. Entreprit la traduction du *Capital* de Marx en français, mais ne l'acheva pas. — P. 49, 50.

KERN, Auguste. — Prit part à la Commune. — Déporté en Nouvelle-Calédonie. — P. 54.

KIRCHER. — Cafetier, membre de l'Internationale. — P. 54.

cf. Martin DB II p. 419

- KUGELMANN** (1830-1902). — Médecin hanovrien, participa à la révolution de 1848 à Düsseldorf, membre de la I^{re} Internationale. Ami et disciple de Marx. En correspondance régulière avec lui. Aida à la publication et à la diffusion du *Capital*. — P. 6, 35, 41, 48.
- LACROIX**, Jean-Baptiste-Marie-Albert (1834-1903). — Editeur et écrivain belge. Fonda à Bruxelles en 1861 les « Editions internationales » et une librairie avec filiales à Paris, Livourne et Leipzig. Fut poursuivi en France. — P. 46.
- LA ROCHETTE**. — Journaliste, collabora au journal de Félix Pyat, *le Vengeur*. Participa activement à la Commune. A partir de 1873, collabora à la *République française*, de Gambetta. — P. 50.
- LAURA**. — Voir *Marx Laura*.
- LAFARGUE**, Paul (1842-1911). — Docteur. Ami et gendre de Marx. Un des vulgarisateurs profonds et de grand talent des idées de Marx, a dit de lui Lénine. Membre du Conseil général de l'Internationale. La Commune le chargea de soulever le sud-ouest de la France. Emigra en Espagne en 1871, puis passa en Angleterre. Collabora à *Egalité* de Guesde et à la *Revue socialiste* de Malon. Revint en France après l'amnistie en 1882 où il fut avec Guesde le fondateur du Parti ouvrier français. Dans son activité politique, il s'écarta du marxisme à plusieurs reprises, surtout sur la question agraire, ce qui lui valut une critique acerbe de Engels. Auteur de nombreux ouvrages de propagande et d'agitation, Lafargue savait mettre à nu les plaies de la société contemporaine et il a écrit contre l'ordre capitaliste et la bourgeoisie une série de brillants pamphlets. — P. 3, 5, 6, 8, 13, 25, 27, 43, 46, 47.
- LEMAITRE**. — P. 30.
- LEROUX**, Pierre (1797-1871). — Ouvrier typo, journaliste, ancien saint-simonien. Membre de l'Assemblée législative et constituante 1848-1849. Mort à Paris pendant la Commune qui célébra sa mémoire non comme philosophe mystique, mais comme défenseur des vaincus des journées de Juin. — P. 31.
- LISSAGARAY**, Prosper-Olivier (1839-1901). — Journaliste. Républicain de gauche, participa à la Commune et en écrivit une histoire. Emigra à Londres. Fit du journalisme après l'amnistie. — P. 50.
- LUCIEN**. — Fils d'Auguste Serrailier. — P. 28, 32.
- LE MAURE**. — Surnom donné à Karl Marx par ses proches et amis. — P. 41.
- MAZZINI**, Giuseppe (1805-1872). — Révolutionnaire italien. Participa à la lutte pour la République bourgeoise et l'unification nationale d'Italie. Après l'écrasement de la révolution italienne en 1848, il fut à Londres un des organisateurs du Comité démocratique européen se composant des éléments non-socialistes de l'émigration. Il combattit activement Marx et la I^{re} Internationale. Fut nettement hostile à la Commune de Paris. — P. 47.
- MALON**, Benoît (1841-1896). — Ouvrier teinturier, écrivain, journaliste proudhonien de gauche. Fonda avec Brousse le réformisme français. Membre de la I^{re} Internationale. Membre de la Commune. S'enfuit en Suisse. Après l'amnistie publia la *Revue socialiste*. Un des dirigeants des possibilistes. Combattit les marxistes. Selon le mot d'Engels, il « mit les marxistes Guesde, Lafargue et d'autres (groupe

de l'*Egalité* à la porte », au Congrès de Saint-Etienne en 1882. — P. 16, 17, 23, 36, 37.

MARGUERITE. — Femme de ménage des Serrailier. — P. 17, 32.

MARX, Karl (1818-1883). — Voir l'ouvrage de Lénine *Karl Marx et sa doctrine* (Petite Bibliothèque Lénine, Bureau d'Editions, 2 francs). — P. 3, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 13, 15, 16, 17, 20, 23, 24, 25, 33, 34, 38, 39, 40, 41, 43, 45, 46, 47, 48, 51, 53, 55.

MARX, Jenny, née Von Westphalen (1814-1881). — Compagne de Marx. — P. 3, 6, 14, 35, 40, 41, 43.

MARX, Jenny (1844-1883). — Fille aînée de K. Marx, à partir de 1873 compagne du communard Charles Longuet. Auteur d'une correspondance sur la question irlandaise, sous le pseudonyme de J. Williams, à la *Marseillaise*, en 1870. — P. 23.

MARX, Laura (1846-1911). — Seconde fille de Marx, compagne de Paul Lafargue depuis 1868. Traductrice du *Manifeste du Parti communiste*. — P. 25.

MARX, Eléonore-Tussy (1856-1898). — La plus jeune des filles de K. Marx. Compagne d'aveling. Participe activement au mouvement ouvrier anglais et international. — P. 14.

MARTIN, Constant. — Blanquiste. Secrétaire général de la Commission de l'Instruction publique pendant la Commune. Emigra à Londres. Membre du Conseil général. — P. 50.

MICHEL, Louise (1835-1905). — Institutrice, blanquiste au début. De 1860 à 1870 suit les réunions, prononce des discours, organise les sections de femmes. Pendant le siège, présidente du Comité de contrôle du 18^e arrondissement, du club de la Paix et de la Justice, etc. Participe les armes à la main à la tentative d'insurrection du 22 janvier 1871. Pendant la Commune lutte dans les rangs du fameux 61^e bataillon de Montmartre depuis la sortie du 2 avril jusqu'aux derniers jours de la semaine sanglante. Arrêtée par les Versaillais, elle eut au tribunal une conduite héroïque et irréductible. Déportée en Nouvelle-Calédonie, sur la presqu'île Ducos, elle enseigna des enfants et des adultes indigènes. Après l'amnistie elle continue la lutte dans les rangs anarchistes. — P. 55.

MULLER. — P. 3, 55.

O' DONAVAN ROSSA, Jérémie (né en 1831). — Un des chefs des fénians irlandais, membre de leur Ligue depuis sa fondation en 1858. En butte aux poursuites du gouvernement anglais, il émigra en Amérique où il fut le chef de l'extrême gauche des fénians. (Lettre à Marx du 8 janvier 1851.) — P. 35.

ORLÉANS, duc d' (1840-1910). — Petit-fils du dernier roi de France, Louis-Philippe. — P. 5, 13.

OSWALD, Eugène (1826-1912) — Participe à l'insurrection de Bade de 1849. Par la suite, journaliste allemand et répétiteur de langue allemande à Londres. Démocrate. Urquhartiste. — P. 3, 10, 53, 54.

OUTINE, Nicolas (1845-1883). — Fils d'un riche négociant, participa au mouvement des étudiants en 1861, ce qui lui valut une détention à la forteresse Pierre-et-Paul. Membre de l'organisation *Zemlia i Volia* (Terre et Liberté) depuis avril 1862, membre de son Comité

central. En 1863, émigra à l'étranger. Organisateur de la section russe de la I^{re} Internationale à Genève. Défendait les idées de Marx. Combattit Bakounine. Vers le milieu de 1870 abandonna l'activité révolutionnaire. — P. 3, 33, 34.

PIVAT, Félix (1810-1839). — Journaliste, écrivain, vieux jacobin. Participe au mouvement révolutionnaire avant la Commune. Mena sans cesse une campagne de calomnies avec Vésinier contre le Conseil général et les membres de la Section française, notamment les membres de la Commune. S'enfuit à l'étranger. Membre de la « Commune révolutionnaire » à Londres pendant l'émigration. Député en 1838. « Bavard et philistin », d'après une définition de Marx. — P. 28, 29, 30, 32, 38, 39, 41.

RANC, Arthur (1831-1908). — Journaliste et écrivain, gambettiste. Député à l'Assemblée nationale (renonça à son mandat). Élu à la Commune (renonça également à son mandat). Député en 1873 et 1881. — P. 14.

REINHARDT, Richard. — Emigré allemand à Paris, secrétaire de Heine jusqu'en 1855. Ami de Marx et d'Engels. — P. 3, 10, 51, 52.

RIGAUT, Raoul-Georges-Adolphe (1846-1871). — Journaliste et écrivain blanquiste, participa encore étudiant au mouvement révolutionnaire. Membre et procureur de la Commune. Assassiné le 24 mai. — P. 18, 49.

ROGEARD, Louis-Auguste (1820-1896). — Pédagogue, journaliste et écrivain socialiste. Auteur du fameux pamphlet contre Napoléon III *les Propos de Labiénus*. Élu à la Commune, il n'accepta pas ses fonctions. Signa le 23 mai l'appel aux armes. S'enfuit à l'étranger. Revint en France après l'amnistie. — P. 50.

ROCHAT, Charles. — Membre du Conseil fédéral des sections parisiennes et du Conseil général de l'Internationale. Secrétaire correspondant de l'Internationale pour la Hollande. — P. 24, 29, 43, 49.

ROTHSCHILD, Edmond de (né en 1826). — P. 17.

RUEGG, Johannes (1799-1871). — Travailleur de l'enseignement à Winterthur en Suisse. Mourut le 1^{er} mai 1871. — P. 52.

SAISSET, Jean-Marie-Joseph-Théodore (1810-1879). — Vice-amiral français, réactionnaire et bonapartiste. Commandant en chef de la Garde nationale et du département de la Seine, après le 18 mars 1871, sur l'ordre de Thiers. Abandonna son poste à la fin de mars. — P. 19.

SERRAILLIER, Jenny. — Compagne d'Auguste Serraillier. — P. 17, 18, 23, 27, 29, 40.

SERRAILLIER, Auguste (né en 1840). — Ouvrier cordonnier, membre de la section française et du Conseil général de l'Internationale. Correspondant du Conseil général pour la France et la Belgique. Revint en France tout de suite après Sedan. Pendant le siège, membre du Comité central de la Garde nationale et du Comité central des vingt arrondissements. Après la capitulation de Paris, revint à Londres où il fit un compte rendu au Conseil général. Après le 18 mars, le Conseil général l'envoya à Paris où il était chargé de la liaison avec l'Internationale. Membre de la Commune et de la Commission du Travail et de l'Echange. S'enfuit en Angleterre. Délégué à la con-

férence de Londres en 1871 et au congrès de La Haye en 1872. Un des internationalistes français les plus proches de Marx. — P. 3, 7, 8, 9, 15, 16, 17, 18, 19, 23, 27, 28, 29, 33, 38, 43, 47.

SONER, Frédéric-Adolphe (1828-1906). — Communiste allemand, prit part à l'insurrection de Bade en 1849, émigra aux Etats-Unis où il joua un grand rôle dans le mouvement ouvrier. En correspondance régulière avec Marx et Engels, dont il était l'ami et le disciple, il appliquait leur point de vue politique dans les sections américaines de l'Internationale. Après que les Etats-Unis furent choisis comme siège de l'Internationale, il exerça le poste de secrétaire général à partir de 1872. — P. 6, 45.

SCHLY, Victor (1810-1875). — Avocat de Trèves, prit part à l'insurrection de Bade (1849), commanda le corps de Mayence, ami de Marx et, d'après sa caractéristique, un des membres les plus actifs, les plus sûrs et les plus vaillants du Parti. Délégué du Conseil général de l'Internationale à Paris depuis 1865. (Voir lettre de Marx à Engels, le 13 mars 1865.) — P. 10, 39, 52.

TOMANOVSKY, Elisabeth. — Vécut en Russie jusqu'en 1870, puis en Angleterre, en Suisse, en France. Membre de la section russe de la I^{re} Internationale en Suisse. Intervint de concert avec Outine contre Bakounine et Netchaïev, connaissait Marx et sa famille. Pendant la Commune vint à Paris et prit une part active au mouvement. Après la défaite de la Commune émigra en Russie et abandonna l'activité révolutionnaire. — P. 7, 8, 9, 10, 16, 33, 36, 40.

URQUHART, David (1805-1877). — Diplomate et publiciste anglais, défenseur de l'indépendance de la Turquie. Adversaire acharné de la politique de la Russie et de Palmerston. Fonda en 1855 la *Free Press* qui prit le nom de *Diplomatic Review* en 1866 et à laquelle collabora Marx. — P. 46.

VARLIN, Eugène (1839-1871). — Fondateur de la Société coopérative des relieurs. Tombé au cours des luttes à Paris. — P. 9, 18.

TABLE DES MATIÈRES

NOTE DE LA RÉDACTION	3
PRÉFACE	5
LETTRES :	
1. Paul Lafargue à Karl Marx (9 février 1871).....	13
2. Eugène Dupont à Frédéric Engels (21 mars 1871).....	15
3. Eugène Dupont à Karl Marx (fin mars 1871).....	15
4. Hermann Jung à Karl Marx (29 mars 1871).....	16
5. Auguste Serraillier à Jenny Serraillier (29 mars 1871)....	17
6. Auguste Serraillier à Jenny Serraillier (30 mars 1871) ...	18
7. Léo Frankel à Karl Marx (30 mars 1871).....	20
8. Eugène Dupont à Karl Marx (mars-avril 1871).....	23
9. Hermann Jung à Karl Marx (2 avril 1871).....	24
10. J. G. Eccarius à Léo Frankel (4 avril 1871).....	25
11. Paul Lafargue à Karl Marx (8 avril 1871).....	25
12. Auguste Serraillier à Jenny Serraillier (12 avril 1871)....	27
13. Auguste Serraillier à Jenny Serraillier (15 avril 1871)....	29
14. Nicolas Outine à Karl Marx (17 avril 1871).....	33
15. Jenny Marx au docteur Kugelman (18 avril 1871).....	35
16. Elisabeth Dmitrieva-Tomanovsky à Hermann Jung (24 avril 1871)	36
17. Léo Frankel à Karl Marx (25 avril 1871).....	38
18. V. Schily à Karl Marx (29 avril 1871).....	39
19. Hermann Jung à Karl Marx (1 ^{er} mai 1871).....	40
20. Jenny Marx au docteur Kugelman (12 mai 1871).....	41
21. Eugène Dupont à Karl Marx (mai 1871).....	43
22. Eugène Dupont à Frédéric Engels (29 mai 1871).....	44
23. Eugène Dupont à Karl Marx (début de juin 1871).....	45
24. F. A. Sorge à Karl Marx (8 juillet 1871).....	45
25. Paul Lafargue à Karl Marx (1 ^{er} août 1871).....	46
26. Charles Keller à Léo Frankel (12 octobre 1871).....	49
APPENDICES :	
1. Lettre de Richard Reinhardt à Karl Marx (1 ^{er} mai 1871) ..	51
2. Lettre de Eugène Oswald à Karl Marx (28 mai 1871).....	53
3. Lettre de P. Müller à Karl Marx (début juillet 1871).....	55
INDEX DES NOMS CITÉS	57





ARMES THÉORIQUES DU PROLÉTARIAT

Pour bien connaître
les idées fondamentales du marxisme
lisez les ouvrages de la collection

LES ÉLÉMENTS DU COMMUNISME

Bien imprimées, de prix modique, dans un style simple et clair, les courtes brochures qui forment cette collection vous donneront les meilleures pages des maîtres du socialisme scientifique.

- F. Engels : *Socialisme utopique et socialisme scientifique* 3 »
— *Principes du Communisme* 1 »
K. Marx : *Salaires, prix et profits (extraits)* 2 »
— *Travail salarié et capital* — 1 »
I. Staline : *Le léninisme théorique et pratique* 3 »
Marx et Engels : *Manifeste du Parti Communiste* 1 50
K. Marx : *Adresse inaugurale de l'A.I.T.* 1 »
— *La Genèse du Capital* 3 25
Marx et Engels : *Critiques des Programmes de Gotha et d'Erfurt* 3 »
K. Marx : *La guerre civile en France, 1871.*
(La Commune de Paris) 6 »

La seule édition authentique, non falsifiée de l'œuvre maîtresse de Marx sur la Commune de Paris.

EN VENTE :

C.D.L.P. Centre de Diffusion du Livre et de la Presse
132, Fbg St-Denis, PARIS-X^e. Chèq. Post. 1719-67

PRIX : 3 Francs